

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.  
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire : 46722.  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

SAMEDI 24 AVRIL

## Portugal le troisième 25 avril

Tout semble s'être brusquement accéléré à la veille du scrutin de dimanche, au Portugal. Il est difficile de faire une prévision. Le PPD sait déjà que sa portion électorale va rétrécir. Le CDS qui posait, au début de la campagne sa candidature à «l'alternative 76», parle désormais beaucoup trop de coalition en tout sens pour croire au triomphe promis à ses troupes.

Les deux assassinats perpétrés jeudi par l'explosion d'une bombe à l'ambassade de Cuba à Lisbonne, venant après les nombreux attentats et violence qui ont marqué la campagne électorale, sonnent comme un tragique avertissement: la droite est prête à laisser l'arithmétique parlementaire au vestiaire pour employer les grands moyens. Mario Soares qui s'est fait lapider dans certaines localités du Nord, à Madère et aux Açores, n'y voient, comme d'habitude, qu'une raison de plus d'appeler au calme et à la tranquillité. Mais l'ouvrier, le paysan, et le soldat portugais ont vu ces gens là à l'œuvre pendant quarante huit ans; beaucoup portent marqués dans leur chair le programme de ces bourreaux. Pour que leur règne n'arrive plus, il ne suffira jamais d'un bulletin de vote.

Mais en quelques jours le vote du 25 avril a pris du poids. L'indifférence qui paraissait entourer l'ouverture de la campagne s'est lentement transformée en une conscience aigüe de l'enjeu. Il faut assurer la défaite de la droite, en commençant par ces élections, disent les importantes mobilisations électorales des organisations ouvrières et révolutionnaires.

Reste évidemment à savoir si celles-ci sont parvenues à enrayer le découragement des couches les moins politisées, que le tourbillon politique et la crise économique de la dernière année peuvent en partie pousser à l'abstention. La campagne électorale du PS paraît indiquer que tel pourrait bien être le cas. Avec les résultats du PCP qui devraient augmenter quelque peu, et ceux de l'extrême gauche, les bulletins qui se porteront à gauche dimanche, pourraient dépasser les 50%. C'est en tout cas moins imprévisible qu'il y a trois semaines.

Ils seront en tout cas suffisants, c'est déjà plus que certain, pour provoquer une crise politique dont le dénouement dépend à moyen terme de l'intensification des luttes sociales.

Incapables d'imposer un général à la candidature présidentielle, qui ferait l'unanimité des principaux partis, et donc de toutes les fractions militaires, ces dernières poussent leurs propres pions. L'amiral Pinheiro de Azevedo vient de faire acte de candidature officielle. Verra-t-on les généraux Ramalho Eanes, Pires Veloso, l'amiral Pinheiro de Azevedo présenter une candidature d'unité pour s'en servir jusqu'au dernier moment comme d'un élément de marchandage pour un compromis boiteux, représenté par le général Costa Gomes, choyé par le PCP et par les officiers du groupe des neuf de Melo Antunes? Les généraux n'en savent trop rien eux-mêmes, parce que l'opération qui avait fait leur unanimité le 25 novembre est en train de capoter devant la remontée des luttes de masse. Les résultats des élections à l'assemblée de la république, dimanche 25 avril 1976 au Portugal en seront à la fois un écho lointain et un présage prochain.

Charles Michaloux

Etudiants, lycéens, collégiens

## 60 000 SUR LE PAVÉ

- La plus importante de toutes les manifestations contre la réforme
- Pour l'abrogation, la grève générale toujours à l'ordre du jour

lire pages 6 et 12



Lundi, devant les Assises de la Somme s'ouvre le 2ème procès de Pierre Goldman

## POUR PIERRE GOLDMAN

Les procès d'assises enflamment et soulèvent. Leur solennité leur procédure théâtrale, les effets de manche des ténors du barreau y contribuent. Les actes qui y sont jugés, sans être toujours plus graves que ceux qui sont le lot quotidien des tribunaux correctionnels, du fait même d'une procédure de luxe et de la mobilisation des médias, ont un retentissement dans l'opinion publique.

Pourtant cela n'explique pas totalement la curiosité, voir l'angoisse, qui entourera le deuxième procès de Pierre Goldman qui s'ouvre ce lundi à Amiens devant les assises de la Somme. Autant et plus que les faits qui lui sont reprochés, ce sont la personnalité et le passé de Pierre, les péripéties du premier procès, l'indignation provoquée par le premier

verdict de détention criminelle à perpétuité, les circonstances même de la cassation permettant, aujourd'hui un deuxième procès, qui interpellent. On ne peut non plus ignorer la situation politique dans laquelle ce procès intervient, au plein centre d'une campagne sur la sécurité où le «truand» est d'autant mieux désigné au chatiment exemplaire qu'il peut être qualifié de «gauchiste». Les fascistes ne s'y sont pas trompés qui, au cours d'un meeting tenu il y a une quinzaine de jours à la faculté d'Assas, ont scandé, au rythme de vieux espoirs retrouvés, «Gazez Goldman!» Déjà, sur les murs d'Amiens s'étalent les inscriptions du même genre, vraisemblablement tracées par les mêmes mains.

L'affaire qui provoque tant de

Contre les expulsions des délégués des foyers Sonacotra

## L'UNITE OUVRIERE DANS LA RUE

- Manifestation aujourd'hui à 14 heures à Paris ( Barbès )

La grève du paiement des loyers dans les foyers SONACOTRA a commencé, il y a maintenant plus de quinze mois et s'est étendue progressivement à plus de 50 foyers. Pour la baisse des loyers, pour l'abolition de règlement intérieur, pour la reconnaissance des comités des résidents. Une bataille aussi longue, très longtemps ignorée de la grande presse, n'a pu tenir qu'à force de démocratie. Foyer par foyer, les résidents ont élu des comités dont la réunion a donné naissance au comité de coordination, direction, du combat.

En février, la SONACOTRA rompt les négociations et, immense hasard, la police s'ap-

percevait du «scandaleux trouble de l'ordre public». Alors, descentes dans les foyers, arrestations et expulsions se sont succédées depuis deux semaines, avec des méthodes montrant que celles de la guerre d'Algérie ne sont pas oubliées.

Mais les travailleurs de France, eux, ne tolèrent plus ce genre de pratiques et la protestation s'est faite générale.

Aujourd'hui, à Paris, de Barbès au Père-Lachaise, à l'appel du Comité de coordination, soutenu par de nombreuses sections syndicales, les ouvriers français seront là pour soutenir leurs frères de classe.

lire page 7

## LOUIS ALTHUSSER VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

Hier à la semaine de la pensée marxiste Louis Althusser a brusquement interrompu son débat avec Lucien Fève pour se poser la question « que tout le monde a envie de lui poser... à savoir sa position sur l'abandon de la dictature du prolétariat par le dernier congrès du PCF.

Eh bien finies les incertitudes: « si j'avais été délégué au 22° Congrès je n'aurais pas voté l'amendement » a-t-il déclaré, précisant « on abandonne un chien, pas un concept ». Et Louis Althusser de prédire qu'un « vent droitier » allait souffler sur le PCF...

remous, et chez certains tant de haine, remonte au mois de décembre 1969, lorsque deux pharmaciennes Mme Delaunay et Mme Aubert, furent assassinées dans leurs officines du boulevard Richard-Lenoir par un individu qui voulait s'emparer du tiroir-caisse. Un client, M. Trocart, pénétrant dans la pharmacie au même moment, fut blessé ainsi qu'un gardien de la paix, M. Quinet, qui tenta d'arrêter le meurtrier qui s'enfuyait. Ce n'est que quelques mois plus tard, en avril 1970, qu'on arrêta celui que la police présentait comme l'assassin: Pierre Goldman. Dès le début, farouchement, Pierre Goldman nia être l'auteur de la fusillade du boulevard Richard-Lenoir, mais reconnut trois agressions à main armée dont l'une se déroula trois semaines seulement avant

le meurtre des pharmaciennes.

Pierre, beaucoup d'entre nous le connaissaient. Il avait été membre de l'Union des Etudiants Communistes, avait participé aux batailles politiques avec l'opposition de gauche au sein de cette organisation, ainsi qu'aux mobilisations du mouvement étudiant contre l'impérialisme et les groupes fascistes qui tentaient de prendre pied au Quartier Latin. Puis on l'avait perdu de vue. Quelques uns croyaient sacroyaient savoir qu'il était parti en Amérique latine pour participer aux guerillas qui embrasaient le continent; d'autres disaient l'avoir aperçu en Mai 68 à Paris. Et voilà, qu'on nous le présentait dans l'image d'un assassin à la une de tous les journaux, menottes aux poignets et entouré de deux policiers.

suite page 12

## ITALIE

### UN PARTI

#### « RESPONSABLE »

Avec une insistance qui frise le ridicule, le Parti communiste s'efforce inlassablement de tendre une perche à la Démocratie-chrétienne.

Aucune information n'a filtré sur la réunion de jeudi entre Zaccagnini et Berlinguer. Vendredi matin, les directions des deux partis, DC et PC, se réunissaient séparément pour en étudier les résultats.

Les deux réunions ont été suspendues au début de l'après-midi pour permettre de nouvelles - les dernières - négociations. En effet, le dernier scandale de cette classe politique qui les fait fleurir risque de précipiter les institutions dans la catastrophe. Le premier Ministre Moro, le ministre des Affaires étrangères Rumor et même le président de la République M. Leone sont soupçonnés d'avoir touché des pots de vin de la firme Lockheed.

Le discrédit touche désormais toutes les institutions politiques avec lesquelles le Parti communiste s'approprierait à collaborer dans le cadre de son rêve de « compromis historique ». C'est ce qui explique son acharnement à sauver ce gouvernement. Il redoute des élections qu'il a trop peur de gagner : si un gouvernement de gauche venait maintenant au pouvoir, il devrait, sous la poussée populaire, organiser un grand nettoyage de l'appareil d'Etat, ce que ni le PS ni le PCI n'ont jamais envisagé.

Quels que soient la forme et le moment de la chute, les heures du dernier gouvernement démocrate-chrétien sont désormais comptées. Sans un bouleversement radical en son sein et dans ses alliances, la Démocratie-chrétienne, pleinement identifiée au chaos actuel et au pourrissement de l'appareil gouvernemental et des institutions ne pourra plus gouverner et sortir le pays de la crise. Mais l'« identité » et la fonction fondamentale anti-communiste de ce parti ne permettent pas à sa direction ou à une de ses tendances d'accepter un « compromis », historique ou non, avec le Parti communiste. Sa faiblesse et son déchirement actuels le poussent encore plus à droite comme l'ont montré les reculades successives de Zaccagnini et des tendances « progressistes » au cours des dernières semaines. Or, bien plus que son gouvernement, c'est son pouvoir que la bourgeoisie italienne craint de perdre. Son éventuelle participation à une coalition à majorité de gauche risquerait de faire totalement éclater la DC et la bourgeoisie devrait dès lors former un nouvel outil politique pour mener la lutte contre la gauche.

Une ombre plane sur toutes ces négociations de couloirs et ces huis-clos entre gens politiques « responsables » : celle des centaines de milliers de travailleurs, de femmes, de jeunes, de soldats qui, depuis 8 ans secoué, par leur lutte, tous les projets les plus « cohérents » en apparence. Ils veulent faire entendre leur voix à l'heure des grands choix et il n'est pas sûr qu'elle chante le même air que le « compromis historique » de Monsieur Berlinguer.

Anna Libera

## PORTUGAL

### La campagne électorale de Parti Socialiste

#### « VAINCRE LA CRISE ET RECONSTRUIRE LE PAYS »

De notre envoyé spécial  
Lisbonne, le 23 avril.

L'ampleur du courant populaire que la campagne du PS a suscité, a causé une grande surprise dans tous les milieux.

Cette situation est devenue évidente dès les premières semaines de la campagne devant le succès rencontré, dans les provinces du nord, par la caravane électorale du PS.

Bien sûr, Mario Soares et les dirigeants du PS savent adapter le ton de leurs interventions à leur auditoire. Par exemple, quand Mario Soares intervient à Pavao de Lonhose, un bourg situé dans une région totalement dominée par le clergé le plus réactionnaire du Portugal, le secrétaire général du PS insiste alors sur le rôle de son parti dans la défense des libertés religieuses, se permettant même d'attaquer « le PPD et le CDS qui n'ont pas pris la défense de Radio-renaissance et de l'Episcopat, avec le courage et la fermeté des socialistes ».

#### Un parti rassemblement

Mais le seul opportunisme ne peut pas expliquer les raisons de ce succès, surtout quand à Guimaraes, devant des milliers d'assistants soulevés d'enthousiasme, c'est « au peuple travailleur » que s'adresse Mario Soares, revendiquant le PS comme un parti de gauche et attaquant férocement « les partis de la droite qui veulent le retour au passé ». A Fafe, vieux bastion de la droite nordiste, devant des milliers de personnes rassemblées sur la place principale, Mario Soares proclame sa volonté de « défendre les grandes conquêtes de la révolution ». Le phénomène est général : du Nord au Sud, du Minho à l'Alentejo, la campagne du PS accroche.

Le PS n'a pas seulement reçu l'appui de ceux qui veulent « reconstruire le pays ». Il a su rassembler autour de lui et de la personne de son secrétaire général, d'importantes couches ouvrières et populaires qui veulent éviter que la roue de l'histoire se tourne à l'envers, vu la campagne hystérique engagée par les partis de droite contre la réforme agraire, le contrôle ouvrier, les nationalisations, et les lois sociales. Le PS, qui affirme vouloir gouverner seul, (sans ministres communistes, mais aussi sans représentants des partis de droite), apparaît comme la barrière la plus efficace contre l'avancée électorale de la réaction.

Nombre de ces travailleurs, qui par exemple ont participé dans l'euphorie de la chute du fascisme, au rassemblement monstre du premier mai 1974, ont pris du champ par la suite, désespérés à la fois par la division politique de la classe ouvrière, et inquiets de voir la confrontation sociale prendre des formes aussi radicales. Or aujourd'hui, alors que la bataille n'est qu'électorale, l'éventualité d'un gouvernement des seuls partis de droite prend corps pour la première fois depuis deux ans, et le réflexe du vote de classe, vote utile, joue à fond en faveur du Parti Socialiste, « premier parti portugais », comme il le répète continuellement.

#### Les contradictions du PS.

Les perspectives qu'affichent le PS sont des plus modérées et

peuvent tenir en un mot : « la trêve ». Le Parti socialiste, a expliqué en début de campagne dans une conférence de presse où il exposait son programme de gouvernement, qu'il se proposait de « vaincre la crise et de reconstruire le pays ».

Le ton est donné quand les dirigeants du PS expliquent que la stabilité sociale sera nécessaire pour « consolider les conquêtes de la révolution, réorganiser l'activité productrice, établir un climat de travail, de paix sociale, de tranquillité publique » toutes choses indispensables à la reconstruction du pays ». Tout au long de la campagne les orateurs du parti ont pris soin de rappeler que le ministre de l'agriculture, Lopez Cardoso, a su mettre un frein à la réforme agraire, empêcher l'extension des occupations de terres.

Le PS affirme qu'il gouvernera seul, s'il obtient au minimum 38% des voix, ou qu'il retournera dans l'opposition. En refusant l'alliance gouvernementale avec le PCP, le PS entend faire payer le prix fort au parti d'Alvaro Cunhal, pour le sectarisme et « l'aventurisme » des deux dernières années. Au PS on explique avec cynisme qu'on ne prend pas au sérieux les rodomontades de début de campagne d'Alvaro Cunhal, qui déclarait qu'en aucun cas le PCP n'adopterait l'attitude du PC suédois qui soutient un gouvernement socialiste homogène, sans contrepartie : le réalisme politique aura raison de ces réticences farouches : « je vois mal le PCP voter contre le PS et faire une coalition sans principes des oppositions à l'assemblée avec le PPD ou le CDS », nous affirme une responsable du secteur syndical du PS, Carmenlinda Pereira.

Depuis, Alvaro Cunhal a réduit la distance de la coupe aux lèvres : « nous désirons, pour le moins, que le PS ne fasse pas un score inférieur à celui de l'an dernier, mais s'il veut gouverner, il devra le faire dans le cadre d'une coalition. En admettant que ses espoirs de conquérir une majorité se concrétisent, il pourra après revoir sa position, en disant que cela crée une nouvelle situation. Et ils vont voir que cela va se produire ».

#### L'exemple italien

Refusant de s'engager à sa gauche, le parti socialiste dénie toute possibilité de formation d'une coalition avec la droite qui laisserait au PCP, rejeté dans l'opposition, toute l'opportunité de cristalliser le mécontentement social et politique que ne manquera pas de provoquer la « reconstruction du pays ». Mario Soares dresse le bilan du prix historique que le PS italien a payé pour ses deux décennies de collaboration avec la démocratie chrétienne : « Si nous faisons une alliance avec le PPD, c'est-à-dire une alliance de centre gauche, nous devrions passer des compromis tels que nous donnerions la « chance » au PCP de devenir une espèce de Parti communiste italien malgré lui. C'est-à-dire qu'il polariserait tout le mécontentement et toutes les aspirations de gauche qui existent dans la société portugaise. Or nous voulons que ce soit nous qui opérons cette polarisation. C'est pourquoi nous voulons gouverner selon notre programme ou, sinon passer dans l'opposition ». Mario Soares jouant à fond sur le déséquilibre des poids électoraux des deux partis, va tenter de mettre

en œuvre à son profit une union de la gauche abâtardie, où le PCP sera réduit à n'être qu'une force d'appui qui ne pourra négocier son appui que dans les pires conditions.

Mais le fait que le PS soit appelé ou non à constituer le prochain gouvernement aura une importance décisive sur l'évolution des tensions qui existent au sein de ce parti at-trape-tout. La stabilisation temporaire du processus portugais a renforcé au sein du PS l'aile la plus droite représentée par des hommes comme Sottomaior Candia, Raul Régo, directeur du journal « A Lutta » et le ministre des finances actuel, Salgado Zenha. Entre « la défense des conquêtes du 25 avril » et la « reconstruction du pays », ces hommes qui se ventent haut et clair « de ne pas être marxiste » ont d'ores et déjà choisi : ils entendent bien constituer la charpente du nouvel Etat portugais et de sa haute administration. On a pu prendre la mesure de la portée de ces glissements un peu avant l'ouverture de la campagne électorale quand la droite du P.S. a repris à son compte les arguments développés par le C.D.S. et le P.P.D. pour que le mot socialisme ne figure pas dans la constitution.

Quant à la gauche du PS, elle est passée complètement sous la table dans cette campagne électorale. Les députés à la constituante de la gauche syndicale, ceux qui au cours de la réunion en janvier des socialistes du P.S. à Aveiro, avaient

affirmé leur volonté de ne pas rompre l'unité syndicale, ne figurent plus sur les listes des candidats à l'Assemblée de la République. Certains avaient eu le « tort » d'affirmer que les « ouvriers socialistes et communistes sauraient se retrouver ensemble pour bloquer l'avance de la réaction ».

Ce n'est pas un hasard si la direction du PS a laissé le soin à Lopes Cardoso, qui apparaissait alors comme le tête de file de cette gauche, d'expliquer une dernière fois avant dimanche que le PS gouvernerait seul. Mais les tensions au sein du PS ne peuvent que durer et s'amplifier : si le PS est en mesure de gouverner, l'attitude nouvelle que prendra le PCP va bouleverser les rapports entre les deux principaux partis ouvriers. Si le PS fait moins de 38% des voix beaucoup à sa droite vont loucher vers le PPD à en devenir aveugle.

Après les élections de dimanche, le PS se verra contraint d'imposer une « trêve » à une classe ouvrière combattive comme l'a montré la vague de grève de mars et d'avril, ou de prendre la tête de l'opposition face à une droite soucieuse de réussir son 25 novembre social. La crise politique qui peut se produire en cas de résultats mitigés, le débat sur l'élection présidentielle sont autant de facteurs qui peuvent retarder quelques mois ces échéances. Mais sans les éluder.

Michel Rovere.

## Attentat à l'ambassade de Cuba à Lisbonne

Deux morts et deux blessés graves, tous fonctionnaires de l'ambassade cubaine à Lisbonne, après l'explosion d'une bombe puissante dans un immeuble du centre de la capitale qui abrite outre l'ambassade cubaine, celles de la Lybie et de la Tchécoslovaquie. Du travail de professionnels, en tout cas l'attentat fasciste le plus grave depuis deux ans au Portugal, et cela à quatre jours des élections. Un hasard ?

Aussitôt la chose connue 250 personnes se massaient devant l'ambassade pour manifester leur indignation. Une voiture du MRPP (maoïste) et une caravane du PPD (parti de droite) qui passaient devant l'immeuble furent conspués aux cris de « mort à la CIA », « à bas la réaction ».

## ARMÉNIENS : MINORITE OUBLIÉE ?

Il y a soixante et un ans, le gouvernement fasciste turc décidait l'extermination du peuple arménien vivant sur le territoire annexé plus tôt par l'empire ottoman. Espérant ainsi mettre un terme aux mouvements révolutionnaires autonomistes qui tentaient de soustraire les Arméniens au joug totalitaire et à l'impérialisme, le pouvoir turc visait un double objectif politique : détourner de leurs intérêts objectifs les couches laborieuses turques en développant une intense campagne nationale de racisme à l'encontre des Arméniens et conserver vivante l'actualité du rêve expansionniste de l'empire ottoman dont le soulèvement des minorités nationales menaçaient désormais l'intégrité.

Aujourd'hui, 24 avril, date anniversaire du génocide dont 1 500 000 personnes ont été victimes, les Arméniens nés de la dispersion, guettés par la perte de leur identité culturelle et linguistique, en proie au silence complice des diverses instances internationales, ont voulu faire connaître la réalité de leur lutte pour la reconnaissance de leurs justes droits nationaux. La jeunesse en particulier, rompt avec l'attitude figée de nature exclusivement revendicative que confère souvent à bon nombre d'Arméniens la frustration nationale.

Elle contribue au contraire à situer la question arménienne dans la dynamique révolutionnaire qui entraîne au Moyen-Orient la jonction entre les minorités nationales (Kurdes, Lazes, Palestiniens, etc.) en lutte contre l'impérialisme et le chauvinisme.

Y.D.

*il y a...39 ans*

**Antonio Gramsci**

A. Gramsci est né en Sardaigne le 22 janvier 1891. Il collabore, en 1916, au quotidien socialiste de Turin // *Grido del popolo* ainsi qu'à l'édition turinoise de *l'Avanti*. De 1919 à 1920, il anime l'hebdomadaire *Ordine Nuovo* où il s'emploie pendant deux ans à soutenir et développer le mouvement turinois des Conseils d'usine. Après l'échec des occupations de septembre 1920, il va se consacrer, avec Amadeo Bordiga, au Parti communiste italien qui vient de naître à Livourne le 21 janvier 1921.

Trois ans plus tard, le 12 février 1924, il lance le quotidien *Unita* afin de lutter contre la politique de Bordiga dans le parti.

Il est élu député communiste le 6 avril 1924. Quelques jours avant son arrestation, le 8 novembre 1926, il avait adressé une lettre au Parti communiste d'URSS, protestant contre les méthodes employées par Staline à l'encontre de l'opposition.

Condamné à vingt ans de prison par les tribunaux fascistes, il meurt de maladie et d'épuisement le 25 avril 1937.

## VIETNAM

De Lang Son à Camau

### LES ELECTIONS DE LA REUNIFICATION

Dimanche 25 avril, un an après la libération de Saïgon, des élections législatives se dérouleront sur l'ensemble du territoire vietnamien. Ce sera la consécration de l'unité nationale retrouvée, après un siècle de domination coloniale et de luttes. La nouvelle Assemblée nationale devra fixer les institutions, élire les organes directeurs de l'Etat et adopter une constitution unique. Elle comprendra 491 députés, à raison d'un pour 100 000 habitants soit 248 députés pour le nord du pays et 243 pour le sud.

Les listes de candidats ont été présentées au Nord par le *Front de la patrie*, et au Sud par le *Front National de libération* et l'*Alliance des Forces nationales démocratiques et de paix*, les deux formations qui avaient présidé à la fondation du gouvernement révolutionnaire provisoire en 1969. Les électeurs devront choisir entre 281 candidats pour pourvoir les 243 sièges au sud, 44 pour les 35 sièges saïgonnais, 26 pour les 22 sièges de Hanoi.

Le droit de vote a été rétabli pour « 90 % des anciens fonctionnaires et militaires » du précédent régime fantoche, qui ont terminé leur stage de rééducation, a déclaré vendredi un représentant du GRP. Le gros des hommes de troupes, des sous-officiers et des fonctionnaires de rang peu élevés n'ont été tenus de participer qu'à des périodes de « rééducation » de quelques jours, le plus souvent à Saïgon même pour ceux qui s'y trouvaient.

Les principaux dirigeants de la RDVN et du Parti des travailleurs se présentent au Nord, ainsi qu'une série d'ouvriers et employés. Au Sud c'est notamment le cas pour Pham Hung (membre du BP du PTVN), Me Nguyen Huu Tho (président du FNL), Huyn Tan Phat (président du GRP), Mme Nguyen Thi Binh (ministre des Affaires étrangères du GRP) Mme Trinh Dinh Thao (Alliance des Forces démocratiques) et de personnalités de l'ancienne « troisième composante » saïgonnaise, de l'opposition urbaine à Thieu, telle Mme Ngo Ba Thanh, Me Long et le révérend père Chan Tin. Ces derniers sont présentés

comme personnalités et non comme porte-parole d'organisations. Les formations de l'ex « troisième composante » se sont en effet dissoutes pour s'intégrer aux organisations correspondantes du FNL.

Pour reprendre les termes employés par Truong Chinh, membre du BP du PTVN, en novembre dernier, les élections du 25 avril « officialiseront » et « achèveront sur le plan étatique » le processus de réunification. La division du Vietnam date de la colonisation française qui avait constitué trois « pays » : la Cochinchine du sud, l'Anam au centre et le Tonkin au Nord. Les accords de Postdam de 1945, passés entre les puissances « alliées » (dont l'URSS), chargeaient les forces anti-communistes chinoises du Kuomintang d'occuper le pays au nord du 16° parallèle et les forces anglaises au sud. Le Vietminh allait néanmoins décréter en août l'indépendance sur tout le territoire. En 1954, à la fin de la « guerre française », les accords de Genève décidaient de faire du 17° parallèle une ligne de démarcation provisoire. Les USA tentèrent d'en faire une frontière étatique.

La réunification commença dans la lutte de libération : les grands choix politiques et militaires étaient pris en commun par les forces du FNL et de la RDVN grâce au rôle joué sur tout le territoire par le Parti communiste vietnamien (le PTVN). Le 30 avril, avec la libération de Saïgon, le PTVN apparaît ouvertement comme la direction politique unique sur l'ensemble du pays, les cadres se voient répartis par-delà le 17ème parallèle, un plan économique commun commence à être élaboré, l'armée s'est unifiée. La réunification passe dans les faits avec la libération, malgré l'état social et économique encore très différencié des deux zones. Le processus de réunification est rapide. Il sanctionne en effet la naissance d'un nouvel Etat ouvrier au Sud-Vietnam, bâti sur la destruction de l'ancien appareil néo-colonial fantoche.

Pierre Rousset

## ETATS UNIS

### Grève prolongée dans le pneumatique

Le syndicat des ouvriers du caoutchouc (URW), dont 60 000 membres ont cessé le travail mercredi, semble prêt à soutenir une grève longue. Les discussions entre l'URW et les quatre compagnies américaines de pneumatiques Goodyear, Firestone, Goodrich et Uniroyal, portent principalement sur les salaires. L'URW demande notamment une hausse de 1,65 dollars du salaire horaire en 1976, ainsi qu'une clause illimitée d'indexation des salaires sur l'augmentation du coût de la vie.

Les quatre compagnies, qui produisent environ 65 % de tous les pneus aux Etats-Unis, risquent d'avoir à faire face à un mouvement de solidarité dans plusieurs pays du monde. Le responsable du syndicat japonais des ouvriers des caoutchouc a assuré son homologue américain qu'il appellerait à la « Grève illimitée » si un accord n'était pas conclu d'ici le 26 avril. Lundi prochain doit également débiter à Genève une conférence de la Fédération internationale des travailleurs de la chimie et autres secteurs (ICF) au cours de laquelle le président de l'URW envisage de lancer un appel à la solidarité internationale des ouvriers, jugée nécessaire pour contrer les actions anti-grève des sociétés multinationales.

## KISSINGER EN AFRIQUE

« Nous voulons voir l'auto-détermination, la justice raciale et les droits de l'homme respectés dans toute l'Afrique. Les Etats-Unis sont favorables sans réserve au pouvoir de la majorité en Rhodésie et en Namibie » déclare Kissinger le 16 mars devant le Sénat. Le même qui entreprend un périple de 13 jours en Afrique. Y aurait-il donc une modification complète de la politique des Etats-Unis en Afrique ? Renonceraient-ils à leur traditionnel rôle de gendarme international ? Ce serait oublier la nature profonde de l'impérialisme et faire fi de leur attitude dans une histoire récente.

En fait, ce qui change aujourd'hui, c'est l'émergence d'un nouveau rapport de forces dont ils doivent, malgré eux, tenir compte. Un changement dans la continuité en quelque sorte, particulièrement visible lors du conflit angolais. La démission de Nathaniel Davis, secrétaire adjoint pour les Af-

faïres Africaines, l'a par exemple, très bien illustré. Le départ du principal responsable de la politique de déstabilisation au Chili a été interprété comme le réflexe d'un « pur et dur » de l'intervention directe, opposé aux tergiversations de « l'apôtre de la paix », Kissinger. A l'analyse ce jugement semble erroné. Pour Davis en effet, ils s'agissait d'intervenir en Angola en utilisant toute une palette de moyens, depuis les pressions économiques jusqu'à la corruption idéologique des membres les plus droitiers du MPLA. Opération non contradictoire avec l'utilisation de forces para-militaires. Une démarche qui avait l'avantage de conserver aux Etats-Unis une façade neutraliste.

Ce n'est donc pas la constance de la politique américaine en Afrique, à savoir son immixtion dans les affaires intérieures des Etats qui est en cause, mais les formes de cette immixtion. Débat en cours au sein de la bour-

geoisie américaine qu'a révélé le différent entre l'exécutif et le Congrès sur l'attribution de fonds aux fantoches du FNLA et de l'UNITA.

Compte tenu de la situation actuelle en Afrique australe, ce sont donc les modalités de cette « nouvelle » politique qui motivent le voyage de Kissinger. D'autant que la préservation des importants intérêts américains dans cette région commande d'y apporter promptement des réponses adéquates. Quelles seront elles ? En 1969, Kissinger élaborait le mémorandum N° 39 du National Security qui prévoyait « une opposition publique à la répression raciale, tout en essayant de limiter l'isolement politique contre les Etats blancs et d'adoucir les mesures prises à leur encontre ». Toutes les données actuelles de la politique US se retrouvent dans ce texte même si des aménagements lui sont apportés. Débattre de ces aménagements, évaluer ses atouts, préciser de

vive voix à ses alliés régionaux quelle démarche d'ensemble il souhaite voir mettre en œuvre, tel sera l'objet de ces discussions. Si les déclarations de Kissinger (surtout celle qu'il prononcera à la 4<sup>e</sup> conférence de la CNUCED au Kenya) seront du côté « carotte » il ne faut pas douter que le côté « bâton » fera le menu d'autres réunions moins publiques. L'idée de « déstabiliser » ou du moins de tenter de le faire, certains Etats progressistes fait son chemin. Pour cela, l'appui sur des régimes comme le Zaïre ou la Zambie (déjà consentante mais à laquelle on a agité la menace de la baisse des cours du cuivre), la concertation avec les milieux d'affaires sud-africains et européens, une campagne contre la présence des volontaires cubains en Angola, l'aide aux dirigeants nationalistes modérés, voire le recrutement de mercenaires, feront l'objet de discussions précises.

Franck Tenaille

## NOUVEAUX MOULES ET VIEILLE POLITIQUE

## BRESIL

### 2/ LE TEMPS DES « MIRACLES » EST REVOLU

Le « miracle » est fini. Début 1976, plus possible de dissimuler le renversement brutal d'une situation économique qui semblait échapper à la crise mondiale du capitalisme. Face à une détérioration continue de sa balance commerciale (déficit de 3,5 milliards de dollars en 1975) et des services (bilan négatif de 3,5 milliards de dollars en 1975) ajoutée à une hausse vertigineuse de la dette extérieure qui approche déjà les 25 milliards de dollars, l'image du Brésil se dégrade dans les milieux financiers internationaux. Le déficit croissant de la balance des paiements appelle des solutions urgentes.

Mais les mesures adoptées depuis peu par le gouvernement — taxation très lourde des importations et concessions diverses aux capitaux étrangers — n'ont guère permis de boucher les trous dans ses comptes externes et de remédier au marasme de l'activité économique interne. Au contraire, on s'attend cette année à une stagnation du produit interne brut, dont la progression (4,2 %) avait déjà en 1975 dépassé à peine l'accroissement de la population (3 %). Confrontés à une baisse de leurs profits, la réaction des capitalistes ne se fait pas attendre : la hausse des prix, en ralentissement (20 à 15 %) depuis des années, connaît en 1974 (33,8 %) et 1975 (31,2 %) une flambée sans précédent sous le régime militaire, culminant à un taux de 9,6 % en janvier/février 1976.

Ces chiffres ne laissent planer aucun doute : le temps des « miracles » est bel et bien révolu. Dès lors, on ne peut que s'interroger : qu'a-t-il résulté, de douze ans d'application d'une recette cynique - selon laquelle il faudrait d'abord accroître le « gâteau » pour ensuite mieux le partager - qu'ont inspiré toutes les politiques économiques de la dictature militaire ? Selon les chiffres officiels, les plus récents - qui nous indiquent qu'entre 1960 et 1970, les plus riches de la population (10 %) ont accru leur part du revenu national de 39,67 % à 47,79 % tandis que les plus pauvres (80 %) ont vu leur participation diminuer de 45,64 % à 37,76 % - une évidence s'impose : pour les travailleurs des villes et des campagnes on en est toujours resté au « d'abord ». Et pour cause. L'essor économique auquel on a pu assister au Brésil entre 1968-1973, bien que favorisé par une forte capacité de l'industrie et par un afflux abondant des ressources externes, reposait essentiellement sur la surexploitation de la classe ouvrière. Interventions policières dans les syndicats, généralisation de la pratique forcée des heures

supplémentaires, incorporation massive des femmes et enfants à l'usine, dégradation extrême des conditions de travail (provoquant une multiplication par six du nombre d'accidents entre 1967 et 1973), insécurité générale de l'emploi, tels sont les procédés de surexploitation mis en œuvre parallèlement au mécanisme décisif qu'est le contrôle rigide du salaire minimum, dont le pouvoir d'achat a été réduit de moitié (!) entre 1964 et 1975, entraînant une chute proportionnelle du revenu de l'ensemble des travailleurs salariés de base.

Malgré le recours constant à ces méthodes, la bourgeoisie brésilienne entre aujourd'hui en plein dans la crise. Voilà qui révèle au grand jour l'accroissement considérable de sa dépendance à l'égard des pays impérialistes : terrain de choix des firmes multi-nationales, qui s'enracinent profondément dans toute l'activité économique du pays, le Brésil a connu une croissance (axée sur la production des biens de luxe) particulièrement déformée, puisque nécessitant l'importation de presque la moitié de ses machines et équipements, financés par ailleurs avec des ressources externes, dont les charges croissantes exigent des nouveaux emprunts de devises. L'économie brésilienne est devenue ainsi extrêmement vulnérable aux fluctuations des échanges et des mouvements des capitaux internationaux.

La synchronisation en 1974 des récessions dans les pays impérialistes portant le coup de grâce au « miracle », le débat a repris au sein du gouvernement : comment contourner cette période difficile ? Vers quel type de croissance se diriger ? L'adoption récente du 11<sup>e</sup> Plan National de Développement (1975/1979) indique une nouvelle orientation, privilégiant le développement de l'industrie lourde et mettant l'accent sur l'essor du marché interne. Ce qu'on y oublie tout simplement de préciser c'est qu'une production accrue de machines et équipements ne suppose guère un accroissement de la consommation des masses. Bien au contraire, en dépit de la concurrence féroce qu'elles se livrent actuellement, l'ensemble des fractions bourgeoises s'accordent pour reconnaître que cette restructuration industrielle nécessite plus que jamais une intensification et une extension de l'exploitation de la classe ouvrière. C'est ce que s'apprête à réaliser aujourd'hui le gouvernement Geisel, relançant à grands moyens la répression contre les travailleurs et l'opposition démocratique.

DEMAIN : LES LUTTES OUVRIERES SOUS LA DICTATURE

Après la publication dans notre numéro d'hier des extraits d'une résolution commune de la Ligue ouvrière et du Parti ouvrier communiste qui analysait la conjoncture politique brésilienne, nous faisons aujourd'hui le point sur la situation économique.

## TRIBUNE Internationale

### UN APPEL D'ANDRES P. ALLENDE LIBERTE POUR EDGARDO ENRIQUEZ ET REGINA MARCONEZ !

Le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire, chilien) appelle tous les travailleurs et tous les démocrates du monde à manifester leur solidarité pour sauver la vie du dirigeant de la résistance chilienne Edgardo Enriquez Espinoza.

Le Comité extérieur vient de recevoir des informations dignes de foi selon lesquelles notre camarade Edgardo Enriquez Espinoza, membre de la direction du MIR, qui se trouvait temporairement en Argentine pour remplir des tâches d'appui à la résistance du peuple chilien contre le tyran Pinochet a été arrêté à Buenos-Aires le samedi 10 avril à 21 heures par les corps répressifs des forces armées argentines. Regina Marcónez, de nationalité brésilienne a été arrêtée avec lui, Edgardo Enriquez, frère de Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR, assassiné par la dictature chilienne sanguinaire a disparu et est torturé dans les prisons de l'armée argentine.

Le risque le plus grave est que Edgardo Enriquez soit envoyé par le gouvernement argentin à la dictature chilienne, comme cela s'est déjà passé pour des dizaines de militants de la gauche chilienne qui, arrêtés en Argentine, ont été remis à la DINA. Ce fut le cas du dirigeant du MIR, Jorge Fuentes, arrêté en mai 1975 à Asuncion, au Paraguay, qui fut envoyé de là en

Argentine et finalement remis à la dictature chilienne, qui l'a soumis à la torture dans un camp de concentration. Seul un grand mouvement de solidarité international qui demande au gouvernement militaire argentin que Edgardo Enriquez ne soit pas remis à la dictature de Pinochet et qu'il soit traité selon les lois nationales et internationales peut sauver la vie de ce grand militant et dirigeant de la résistance chilienne.

Nous lançons un appel à tous les travailleurs du monde, aux gouvernements et aux partis démocratiques, aux Nations Unies, aux institutions de droit internationales, aux chrétiens, aux universités, aux institutions culturelles, pour qu'ils manifestent leur solidarité avec la lutte du peuple chilien, pour qu'ils fassent entendre leur voix en demandant au gouvernement argentin que Edgardo Enriquez et Regina Marcónez ne soient pas extradés au Chili et que leurs vies soient respectées.

**LIBERTE POUR EDGARDO ENRIQUEZ, DIRIGEANT ET COMBATTANT DE LA RESISTANCE CHILIENNE !  
LIBERTE POUR REGINA MARCONEZ !**

Andrés Pascal  
Dirigeant du MIR.

disparition à Buenos-Aires d'Edgardo Enriquez Espinoza, le 10 avril, considéré qu'il est sous la responsabilité du Gouvernement d'Argentine.

conditions de sa détention, ainsi que de lui assurer tout droit à la défense garantie par la déclaration universelle des droits de l'homme.

Amnesty International  
Federation International des droits de l'homme  
A Paris, le 22 avril 1976

#### Déclaration

Les associations soussignées, inquiètes de l'arrestation puis de la

Elles prient instamment les autorités d'indiquer le lieu et les

### Chronique de l'insécurité d'Etat

#### LUTTE DE CLASSE ET VIOLENCE SOCIALE

Ponia démarcheur en « sécurité » : voilà l'image que suggère irrésistiblement le dernier en date de ses grognements, poussés jeudi soir à Grenoble : « Je me tiens à la disposition des présidents d'universités pour assurer la sécurité des étudiants qui désirent travailler » a-t-il tenu à indiquer, même (et surtout) si les dits présidents ne lui demandent rien. Autre belle envolée : l'intervention des flics tendra à devenir automatique lorsque des patrons et des cadres seront séquestrés ; c'est que, voyez-vous, « il s'agit d'une pression intolérable sur l'individu ». Enfin, la criminalité augmente, c'est bien connu ; d'où l'aveu tranquille du ministre : dans certaines conditions, je donne l'ordre « d'éliminer » les preneurs d'otages. Cet individu qui parle comme un chef de gang ou un commandant para en opération de ratissage est dangereux. Sa « sécurité » pue le fascisme.

Mais, à l'heure actuelle, il n'existe en France ni actualité politique du fascisme, ni groupes fascistes susceptibles de tenter leur va-tout, ni couches ou classes sociales susceptibles de basculer à court ou moyen terme dans le camp du fascisme.

Mais les efforts d'une partie des hommes au pouvoir pour développer des attitudes, exacerber des sensibilités fascistes parmi les masses ne sont pas négligeables pour autant. Malgré l'impasse politique totale et l'insistance des mouvements fascistes dans ce pays, malgré l'immense potentiel combatif de la classe ouvrière et la conscience très élevée de son avant-garde, la crise économique et sociale constitue un terrain favorable au développement, dans certaines couches, de tendances et d'attitudes sociales de type fasciste. Le développement du racisme qui n'a pas épargné certaines couches de travailleurs dans les dernières années en est un indice. L'hystérie de Troyes en fut un autre, d'autant plus que ce type de phénomène tend à se développer à l'occasion de chaque crime crapuleux. Les hommes du pouvoir ont compris qu'il y avait là un filon à exploiter pour faire barrage au développement de la combativité sociale et développer des attitudes régressives parmi les masses. Sur le terrain politique, ce pouvoir est incapable de livrer une seule bataille sérieuse contre l'opposition. Sur tous les terrains de la lutte politique, l'opposition est à l'offensive. Faut-il rappeler que, dans les années 30, les nazis avaient gagné contre le PC allemand la bataille de l'organisation des chômeurs ? Une victoire de taille qui ne fait que renforcer, par contraste, l'image d'impotence du pouvoir actuel et de ses officines périphériques, comme de tous les groupes et courants réactionnaires.

Par contre, sur le terrain en apparence « non-politique » des prétenues mesures de prophylaxie sociale, campagnes pour la sécurité et autres, le pouvoir a les mains plus libres. Il peut dialoguer pour ainsi dire « en direct » avec les masses sans se heurter aux médiations qu'il rencontre inévitablement dans la lutte politique. Il peut in-

fluencer, conditionner les masses sur le terrain où ne se retrouvent pas nécessairement leurs déterminations de classe : l'ouvrière qui rentre tard dans son ensemble de HLM chaque soir et qui se sent menacée peut être sensible au langage « sécurisant » de Ponia, quand bien même elle serait à l'entreprise militante consciente et organisée. Cet impact des campagnes de Ponia-Lecanuet peut être d'autant plus grand que les réformistes ont renoncé depuis longtemps à toute pratique de classe sur ce terrain. Leur ligne de bataille est la défense des libertés constitutionnelles, pas la lutte politique contre l'Etat fort. Dans une certaine mesure, il leur est même arrivé de faire la courte-échelle aux hommes du pouvoir, lorsque, par exemple, ils stigmatisaient les « gauchistes-Marcelins » aux premières heures de la loi anticasseurs... D'autre part, ils n'hésitent pas à soutenir les revendications corporatistes des corps de répression d'Etat, flics, cadres militaires, dont beaucoup s'inscrivent objectivement, sinon consciemment, dans une logique de renforcement de l'Etat fort.

S'il n'existe aucune actualité politique du fascisme, si nous continuons à considérer comme totalement infondées les théories du « fascisme rampant » ou de la « fascisation par en haut » de l'appareil d'Etat qui ont fleuri il y a quelques années, il reste que nous ne pouvons faire l'économie de l'analyse d'un phénomène qui se développe sous nos yeux : le développement conjoint, mais nullement articulé, de la lutte des classes dans les formes organisées et spontanées qui nous sont familières et le phénomène beaucoup plus général et diffus que constitue le développement d'une violence sociale multiforme, fortement teintée d'irrationnel. Indépendamment d'une amplification et d'une diversification de la délinquance qui semblent probables - sans atteindre les proportions « américaines » que disent les hommes du pouvoir toujours intéressés à dramatiser au maximum - il s'agit de cette violence diffuse et multiple dont l'AFP nous apporte chaque jour la chronique inépuisable :

Après la conférence de presse du Président

### « UN GISCARD RETROUVE » ?

Trop c'est trop. Tous les encenseurs ont pris leur plume servile pour affirmer que le « maître » avait tenu hier « la meilleure, et de loin, de ses réunions de presse. Entre sa décontraction coutumière et la gravité remarquée de sa dernière apparition à la télévision, Giscard semble avoir trouvé une espèce de point d'équilibre. L'autorité, le calme et la réflexion, la continuité dans l'action s'y conjuguent avec succès... C'est la méthode Coué utilisée à grande échelle. La bourgeoisie se rassure par des procédés incantatoires après avoir douté de son chef, de sa « majorité », voilà qu'elle les reconstruit à grands coups de communiqués d'auto-satisfaction.

« Un Giscard retrouvé » dit l'Aurore. On l'avait donc perdu ? « Le président a redonné de l'autorité à son propre personnage » (Les Echos) ; ça tient à peu de choses l'autorité dans la Vème République. « Comme s'il avait repris le dessus après les épreuves de mars... » dit Le Quotidien de Paris. Ouis, comme « si »...

Le comble, c'est le morceau de bravoure suivant « ouis XV, après Louis XIV, Giscard succédant à de Gaulle après la brève régence pompidolienne... Un personnage que son



incroyable aisance fait ressembler à l'« indifférent » de Watteau, occupant une scène que hante encore le fantôme d'un homme qui semblait sculpté par Michel-Ange ou peint par le Greco... » (Le Progrès). Mazette...

Nous, à Rouge, on n'avait rien remarqué de tout cela. Sans doute parce qu'on est partisans. Mais des millions de travailleurs sont comme nous. Ils jugent mal le « président de tous les français » soit comparable à l'indifférent de Watteau. Indifférent à leurs revendications. Indifférent face à la jeunesse mobilisée. Indifférent face aux soldats, aux immigrés, aux viticulteurs... Rien sur les salaires, rien sur le chômage... Au contraire de tous ces commentateurs zélés, on dit que ce régime sonne le creux et qu'il ne faut pas attendre qu'il tombe, il faut le faire tomber. Il est temps qu'un gouvernement des partis ouvriers remplace l'archaïsme maniéré du descendant de Louis XV.

par Alain Brossat

une des racines du fascisme : la capture par une force politique contre-révolutionnaire déterminée d'un formidable potentiel de violence sociale et son utilisation au service de la plus impitoyable des violences d'Etat exercée sur les classes et les individus ; l'utilisation d'une énergie sociale aveugle (produit de la décomposition d'une société) par une politique d'asservissement de ceux qui subissent cette violence comme de ceux qui la portent.

A l'occasion de l'affaire de Troyes, on a vu comment s'engendrait cette dialectique : à partir de l'acte violent, paroxysme de la violence antisociale, irrationnelle, insupportable, impardonnable, se déroule la chaîne de la contre-violence populaire attisée par l'Etat, une violence qui n'est que le reflet de la précédente, au miroir des fantasmes de chacun, de chaque lyncheur en puissance - qui est aussi bien un Patrick Henry en puissance. Tout l'art du pouvoir étant de prolonger et d'enfler au maximum ce déchainement de violence ou, comme le remarquaient alors Castel et Guattari dans Libération, de lâcher la bonde à cette sorte de « plaisir collectif », « plaisir fasciste », « fête de la haine, partie de chasse populaire offerte par le pouvoir » aux masses, immense défilé de passions sociales mauvaises, retournées contre tout ce qui transgresse et attente à l'Ordre.

C'est ce type d'attitude, le succès de ces fêtes de la haine que l'on peut nommer après Gramsci « viscéralisation » par les masses de certains fermentations de fascisme. Même s'il existe aujourd'hui aucune forme d'actualité de fascisme, au plan politique, il n'est que trop vrai, malheureusement, que le fascisme est à sa manière, une sorte d'acquis pervers de l'humanité et qu'en tout cas, il colle à la peau du capitalisme pourrissant. Pour cette raison, il faut être particulièrement attentif à toute forme de renaissance d'attitudes sociales de type fasciste, se battre, ne pas céder un pouce sur ce terrain ; car comme le dit M.A. Machiocchi, il faut analyser, lutter contre toutes les formes du « fascisme quotidien » si nous voulons en finir un jour avec toutes les formes du fascisme. FIN

## l'attentisme

Giscard a montré avant hier qu'il était un bon comédien et un excellent prestidigitateur.

Fort heureusement, la puissance du verbe est désormais nulle

Des millions de gens font reposer tous leurs espoirs sur l'union de la gauche.

Dès lors surgit une contradiction apparemment insoluble: l'aggravation du chômage, l'augmentation des prix créent souvent une situation de plus en plus insupportable qui appelle à la lutte; mais cette lutte se heurte systématiquement à un pouvoir patronal intransigent. L'idée qu'il faut chasser ce gouvernement est largement comprise; et pourtant il va falloir attendre, supporter encore longtemps l'insupportable, accepter l'insolence patronale, les expulsions arbitraires, les coups de matraque et les gaz lacrymogènes. Attendre parce qu'en a décidé ainsi une constitution qui n'a plus aucune légitimité, attendre parce que les partis de gauche ont décidé de se plier à cette constitution. Les directions du PC et du PS multiplient les obstacles à la nécessaire convergence du combat commun pour éviter d'être entraîné dans une épreuve de force politique qu'ils ne veulent à aucun prix à la veille des échéances électorales.

Les signataires du programme commun ont une explication commune: le moment n'est pas mûr. Et ainsi la grève des PTT a échoué dans son isolement, et ainsi les cheminots n'ont rien obtenu. Demain le mouvement étudiant risque de payer cher sa formidable combativité. Avec un véritable soutien des syndicats enseignants et ouvriers, il était et est encore possible de faire reculer le pouvoir, encore faut-il accepter l'épreuve de force et se donner les moyens de vaincre.

Dans la période présente de crise l'attentisme ne peut profiter qu'à la droite qui dans sa majorité préfère attendre patiemment les élections en comptant sur l'épuisement et la démoralisation des travailleurs. L'attentisme, le refus de tous, ensemble, le refus d'avancer des perspectives politiques fondées sur les luttes sociales accentue l'insolence policière et permet aujourd'hui à Poniatowski de resserrer les mailles d'un des réseaux les plus répressifs d'Europe. L'attentisme politique nuit à la combativité sociale et aboutit à l'effet démobilisateur de vouloir dépolitiser le premier mai en lui donnant un caractère « strictement syndical ».

Au contraire cette journée doit être l'occasion de faire converger tous les combats des travailleurs sur une plate forme commune de revendication et ainsi de construire le tremplin d'un mouvement uni de la classe ouvrière et de la jeunesse pour renverser avec ou sans élection le gouvernement minoritaire.

C'est sur cette base que la LCR sera massivement présente en tant que telle aux manifestations AK

## LA RAISON D'ETAT TUE ROLAND AGRET

« C'est la presse qui lui a appris qu'il menait une grève de la faim » « il boit un litre de lait en cachette tous les jours » « ne vous occupez pas de ça, c'est un mauvais dossier, vous allez vous ridiculiser ». La liste pourrait être longue des informations calomnieuses (mais de sources bien informées) et des conseils « amicaux » diffusés depuis plusieurs semaines par des autorités susceptibles de s'intéresser de trop près de l'affaire Agret. Et pourtant, aujourd'hui les faits sont là. Ce n'est plus de sa cellule des Baumettes mais de la chambre des urgences de l'hôpital civil Salvator que Roland interpelle la Justice. Il pèse moins de cinquante kilos - pour un mètre quatre vingt - sa tension a extrêmement baissé, il est à la merci du moindre incident cardiaque, il ne peut pratiquement plus parler, ni

bouger, il souffre énormément des yeux. Comment en est-il arrivé là? A Marie-Josée venue jusque chez lui lui demander des renseignements sur l'état de santé de Roland, le Dr Tosti, médecin chef des Baumettes avouait qu'il avait quant à lui demandé depuis longtemps le transfert de Roland en hôpital civil. Paris (qui, à Paris?) y a fait obstacle. Comme par hasard, c'est quelques minutes après l'intervention de Giscard que Roland a été transféré en hôpital civil. La raison d'Etat l'emportait déjà assez largement sur la justice en cette affaire. On sait maintenant qu'elle l'emporte aussi sur le bon sens médical le plus élémentaire. Il est peut-être trop tard maintenant pour sauver Roland, même malgré lui. Les perfusions elles-mêmes sont devenues impossibles. « Son système circulatoire, explique M<sup>e</sup> Dissler, est dans un état

tel qu'il ne peut plus supporter la moindre piqûre ». Diagnostic que confirmait peu de temps auparavant, mais officieusement, le Dr Tosti.

Il n'y a pas à supplier Roland. Son choix est connu depuis longtemps par tous ceux qui ont su l'entendre. Encore et toujours il s'agit pour lui d'une affaire de liberté ou de mort. Cette détermination a de quoi introduire plus qu'un doute, vis-à-vis de ce jugement qui, tout le monde le reconnaît maintenant, a été mené de manière inepte. « La moindre indication d'une erreur judiciaire possible, a dit Giscard, suffirait à faire réviser le procès ». On est bien au-delà. Faudra-t-il attendre que Roland meure, aujourd'hui, demain, pour que dans le respect strict légal, responsable et criminel, on apprenne que le procès de Roland, mort, doit être révisé. Un principe, le plus abs-

trait et le plus faux de tous, celui de l'autorité de la chose jugée va t-il l'emporter sur la vie d'un homme qui a déjà plus que payé son tribut à ce qu'on appelle la Justice.

Le pouvoir ne voulait pas rouvrir le dossier Agret. Il ne pourra plus quoi qu'il arrive, s'y dérober maintenant. Giscard et Lecanuet ont par contre à évaluer si, dans ce dossier qui pour eux sera accablant, le meurtre prémédité de Roland Agret doit figurer en fin de la longue liste des méfaits de la raison d'Etat.

J-F. V.

Dernière minute.

Antoine Santelli, co-inculpé dans l'affaire Borel, avec Roland Agret, vient de déclarer devant la Cour d'appel de Dijon « Roland Agret est innocent... Les assassinats que j'ai commis pour la somme de 50 000 anciens francs m'ont été commandités non par Agret, mais par le Service d'Action Civique ».

## VOYOU !



## TOULOUSE : Contre la répression, défense collective

Le 13 avril dernier, la manifestation étudiante était attaquée par la police, avec une sauvagerie sans précédent. 26 étudiants étaient interpellés, tabassés sur place puis au commissariat. 23 d'entre eux devaient être inculpés. Parmi les arrestations, il en est une particulièrement odieuse: celle d'André Marty, inculpé pour « action concertée menée à force ouverte » et pour « port d'armes prohibées ». Sauvagement matraqué, alors qu'il sortait d'un concours administratif, celui-ci s'est vu glissé dans l'une de ses poches, par des policiers en civil, un cocktail-molotov. De ce fait, il fut maintenu, durant cinq jours en détention, sans que la « justice » ne puisse apporter l'ombre d'une preuve quant à ses allégations.

Contre cette agression, le mouvement étudiant, avec le soutien actif du Mouvement d'Action Judiciaire (MAJ) et des avocats des inculpés, a mis en place une « commission inculpation ».

Jeu 22, la commission organisait une conférence de presse-meeting devant 1500 étudiants, des journalistes et des représentants syndicaux (SNESup, SGEN...). Quatre des inculpés, parlant au nom de leurs camarades ont relaté les conditions de leur arrestation, l'attitude des flics. Une étudiante a décrit, comment, les policiers l'ont frappé « sur les parties du corps où cela ne se voit pas », comment elle a du subir des injures sexistes telles « salope, pute... ». Elle a enfin rappelé, qu'il y a de cela une semaine, une jeune chômeuse se faisait violer par des fascistes qui, ensuite la torturaient en lui gravant des croix gammées sur les seins et le visage.

Fort de ces premiers succès, la commission inculpation entend impulser une défense collective et politique, prise en charge par tout le mouvement empêchant ainsi les inculpés d'être ravalés au rang de simples justiciables défendus par un technicien du droit.

Correspondant

## GRENOBLE : 10 000 CONTRE LE FLIC-MINISTRE

Ils étaient 10 000 dans la rue, jeudi soir, pour accueillir Poniatowski à Grenoble. Depuis plus d'une semaine, les partis de gauche, les syndicats et le PSU avaient appelé à une manifestation. La LCR s'était jointe à cet appel. Dès 16 h, place Saint Bruno, les cortèges de lycéens et d'étudiants ont commencé à arriver. On notait également la présence massive des communaux de la ville. En signe de protestation, les mairies de gauche avaient été fermées. Finalement, à 18 h ils étaient plus de 10 000, à parcourir le centre ville. La manifestation se termina place Grenette, bien loin d'Alpeexpo où Ponia inaugurerait le Salon de la montagne. Cette décision, des organisations syndicales et politiques, ne fit pas l'unanimité comme en

avaient témoigné les houleuses AG de militants syndicaux qui avaient précédées la manif. Le soir, Poniatowski fit son discours, littéralement entouré par les forces de l'ordre.

Là, dans son élément il se livra à ses habituelles attaques antisyndicales et anticommunistes. Il parla du système politique français comme « du système social le plus avancé du monde ». Il faut enfin noter que de petits groupes s'affrontèrent avec la police et que de nombreux témoins y reconnurent des nervis d'extrême-droite, habitués du café « Le wagram », sans oublier ces « manifestants » tout droit descendus d'un car de police pour aller « taper » sur des collègues.

Correspondante

## ROUEN 1 500 MANIFESTANTS ANTIFASCISTES

Jeu 22, à Rouen, 1 500 personnes se sont réunies pour manifester depuis la place de l'Hotel de Ville jusqu'à la place Cauchoise pour exiger l'interdiction du meeting fasciste annoncé par le « parti des forces nouvelles » et le « Front de la jeunesse ». Alors qu'à Toulon le meeting nazi prévu a été interdit, le ministre de la « justice » Lecanuet autorise, lui, dans sa ville, le PFN à rassembler ses nervis venus d'ailleurs.

Dans les lycées de Rouen, ces derniers jours les agressions des apprentis-nazis se sont multipliées suscitant une riposte de masse des lycéens. Le lycée Flaubert, objet d'une attaque, était une des composantes de masse du cortège syndical (400-500 participants à l'appel de la CFDT, de la CGT et de la FEN, 800-900 avec les

lycéens et les organisations Révolution, PSU et LCR). L'autodéfense mise en place par les lycéens eux-mêmes a permis de mettre en déroute les distributeurs de tracts — armés de barres et de fléaux — au lycée Marcel Sembat à Sotteville; poursuivis sur plusieurs centaines de mètres par les lycéens, le commando du « Front de la jeunesse » n'a eu d'autres ressources que de se réfugier au... commissariat de police. Un exemple qui fait tache d'huile dans tous les lycées de Rouen.

Samedi, 24 mars, jour prévu du meeting, Révolution et le PSU ayant refusé une manifestation, proposée par la LCR c'est un rassemblement qui aura lieu, à 15 h au Gros-Horloge à l'appel commun des 3 organisations révolutionnaires.

Correspondant

## LOUVIERS : VOTE DIMANCHE

L'élection municipale partielle met au prise trois listes: celle de la droite qui lutte pour le maintien du maire, un certain M. Thiers (bien nommé), la liste du CAG (Comité d'action de gauche - voir Rouge n° 32) dirigée par M. Fromentin et la liste du PCF à laquelle le PS, en la personne du conseiller général Doucet s'est finalement rallié.

Au lieu d'arroser la ville de tracts « Lovériens, si vous ne voulez pas revoir le drapeau noir flotter sur votre mairie... » comme en 1969, la liste de droite se veut apolitique: « pour une ville plus verte où il fait bon vivre ». De son côté, le PC met une sourdine à ses anciennes calomnies contre l'« aventurisme » du CAG sur demande du PS: sa liste insiste sur la solution nationale

le programme commun - et reproche au CAG de « s'enfoncer dans les querelles de clocher ». Le slogan central du CAG est: « redevenez propriétaires de votre ville », « rendre la mairie au citoyen ».

Si les 19 000 habitants de la petite ville de Louviers sont concernés, on saura dimanche comme en d'électeurs inscrits ont été suffisamment mobilisés pour aller aux urnes. Hier soir, vendredi, se tenait la « fête du CAG » de 18 h à 24 h: le docteur Martin, personnalité la plus connue du CAG, aura-t-il la satisfaction d'y retrouver la présence des centaines de participants à ses meetings d'après 1968? La sensibilité qui existe à Louviers sur tous les détails de la lutte locale n'empêchera pas l'élection de refléter avant tout les grandes batailles politiques nationales.

## notes politiques

### GREVE DE LA FAIM AU PETIT BAR

M. et Mme Lebre, propriétaires du « Petit bar » à Paris (voir Rouge n° 33) ont décidé de commencer hier une grève de la faim pour obtenir l'exécution du règlement de justice dans lequel le promoteur de leur immeuble, M. Nemygyi est condamné à leur verser 320 000 F pour réparation des préjudices causés. Le Petit bar se situe dans le Marais en rénovation, au 34 rue du Roi de Sicile, dans un immeuble qui a été mis en ruines par son promoteur qui espérait ainsi faire partir les Lebre sans leur payer leur fonds. Les Lebre qui luttent depuis cinq ans entendent mettre aujourd'hui la Justice devant ses responsabilités.

### Fête de l'UJCR

Communiqué

« Rebelles », mensuel de l'Union communiste de la Jeunesse révolutionnaire, prend l'initiative d'une fête le 1<sup>er</sup> mai à la Cartoucherie de Vincennes, métro Chateau de Vincennes, route de la pyramide, de 17h à 24h.

Cette fête sera l'occasion, autour d'un programme artistique de qualité, d'une rencontre et de débats sur les questions politiques à l'ordre du jour.

### A NANTES FETE POUR L'UNITE DE LA BRETAGNE

Le 25 avril, ce dimanche, se déroulera à Nantes la « fête de l'unité de la Bretagne ». On y verra des spectacles militants, avec notamment Gilles Servat et Gweltaz Ar Fur. Il y aura une manif « pour l'unité administrative de la Bretagne », c'est à dire le rattachement de la Loire Atlantique aux quatre départements bretons et la constitution de la Bretagne en une seule région administrative. Le comité d'organisation de cette fête regroupe 28 organisations allant de l'UDB au CELIB en passant par les centres pour la culture celtique Skol An Em San. Nous rendrons compte de cette fête dans nos colonnes.

## LA GREVE GENERALE TOUJOURS A L'ORDRE DU JOUR

La presse et divers commentateurs plus ou moins avisés commencent à parler de « l'impasse » de la grève étudiante. Les mêmes qui, il y a plusieurs semaines, ne voyaient pas venir les mobilisations. Certes, le régime bloque et les directions syndicales ont capitulé, jouant, à leur façon, l'isolement du mouvement alors que Ponia menace, la CGT et le CFDT ne sont même pas venues discuter avec le comité étudiant de l'organisation de la manifestation d'hier ! La CFDT se permet par contre de dénoncer « les groupes trotskystes » qui seraient responsables de la situation actuelle et le MARC lui emboîte le pas. C'est extraordinaire ! Pas un mot sur l'attitude de la direction du SNESup, de la CGT, de la CFDT elle-même qui ont refusé de s'engager dans une épreuve de force qui seule peut faire céder le pouvoir. Par contre on a trouvé les responsables : « Les trotskystes » !

On nous reproche aussi d'être simplement

« négatifs », de nous enfermer dans un seul refus de la réforme, de ne pas accepter l'élaboration d'une plate-forme revendicative plus large. Notre position est très claire : *ce qui est toujours à l'ordre du jour, c'est la grève générale de l'université pour l'abrogation de la réforme. Il est exclu d'aller négocier autre chose, d'accepter la logique de tous ceux qui nous demandent de faire des « propositions positives » pour mieux noyer ce qui les gêne : l'abrogation de cette réforme. Ces précisions faites, nous estimons décisif, et nous l'avons expliqué en tirant le bilan d'Amiens et de Toulouse, que le mouvement discute d'une plate-forme de lutte plus complète contre l'école de classe pour faire de la lutte actuelle une bataille plus générale et prolongée. Ce débat, c'est même un des objectifs essentiels de la prochaine coordination qui se tiendra à Paris le mardi 27 avril.*

ou professionnels de la provocation. Ecouté en silence, il raconte qu'à la veille, la réunion des « enrégés » convoquée par libération, ceux qui sont venus avec simplement l'intention d'« égayer » la manif se sont fait vider à coups de rasoir par un « noyau » expliquant qu'il était là « pour la provoc ». Et aussi que certaines informations prouvent que le GUD, d'extrême-droite, a essayé de monter des bandes pour la même occasion. Avec ces derniers groupes,

dit-il, il faudra aller, s'il le faut, jusqu'à « défendre physiquement » la manif et ses objectifs.

Pendant ce temps des feuilles roses circulent, ce sont « les consignes pour la sécurité ». Tenu « sportive » recommandée, comment se protéger des nouveaux gaz utilisés par la police, etc. Les débats s'estompent, sauf chez les lycéens qui continuent leur coordination. C'est bientôt l'heure d'aller se déverser sur les pavés.

N. Treinet et J. Krasny

### QUAND ILS SE RASSEMBLENT...

Faculté de Jussieu, 23 avril : Un beau soleil, durement rafraîchi par un vent froid. Ils sont nombreux rassemblés sur la place autour de la bouche de métro, discutant, ou, en face, sur le parvis, lisant les multiples panneaux. Nombreux et plutôt transis. Différentes organisations développent, d'une écriture serrée sur les affiches, les perspectives qu'elles soutiennent. Et, au milieu, sur une table renversée, encadrant un plan indiquant les lieux des débats, est inscrit l'ordre du jour du rassemblement national appelé par la coordination de Toulouse. « Quelles perspectives », « étudiants-enseignants », « Sonacotra et luttes ouvrières », débat animé par le groupe femmes Jussieu, réunion des enseignants pour préparer la rencontre d'Amiens le dimanche suivant... les forums se succéderont jusqu'à l'heure de la manifestation nationale, en fin d'après-midi.

Pourtant cette animation n'a pas régné immédiatement. Le démarrage a été difficile. A 11 heures, les premiers forums qui démarrent ne sont pas tous vraiment pleins. Le plus important est celui où les facs doivent confronter leurs expériences. Un début laborieux, sans sono, dans un amphibondé où personne n'écoute personne. Les débats chaleureux du premier rassemblement national, à Nanterre le 18 mars, semblent loin. Plusieurs fois des délégués de province s'indignent : « on n'est pas venus pour ça ». Petit à petit, le courant passe. Au bout d'une heure, le tour des facs commence. Besançon, Bordeaux, Lyon, Poitiers, Nancy, Marseille, Aix, Clermont-Ferrand, Le Mans, Orléans, Metz, se succèdent pendant que l'on attend Toulouse, Tours et d'autres encore. Toujours reviennent les mêmes problèmes : l'animation inégale de la grève, et le refus du SNESup de s'y investir, même si localement des enseignants se regroupent et agissent. D'ailleurs on retrouve certains de ces derniers au forum enseignants-étudiants, où le débat général est interrompu pour former des commissions : savoir et pouvoir, quels rapports pédagogiques, les examens...

Ainsi, progressivement, Jussieu d'aventure si triste, avec cette énorme esplanade sans lieu de rencontre, prend une autre allure ; sur les toits des drapeaux rouges

claquent. Une petite-fille de la radio-entonnoir de la Loi Debré diffuse de la musique, interrompue de phrases laconiques du genre : « à partir d'aujourd'hui, le trottoir d'en face devient celui de ce côté-ci et réciproquement ». Lycéens et surtout collégiens arrivent par vagues, parfois en manif. Certains vont s'étaler sur les minuscules pelouses, tache verte au milieu du

plan, et que leur point de départ est l'abrogation de la réforme pour laquelle tous se sont mobilisés. Ni non plus quand elles sont présentées comme devant refléter à l'université, une position du côté des travailleurs, dans leur intérêt.

Trois étages plus haut, c'est le « forum femmes », éclaté en trois commissions. L'une sur les femmes dans la grève, qui aborde, par exemple, le rapport des étudiantes à la violence, leur attitude dans les manif, leur participation au SO. Une autre sur la nécessité du mouvement autonome des femmes. Une enfin sur la sexualité, démarrant péniblement entre des gens qui ne se connaissent pas.

Restent les lycéens et les collégiens. Les premiers tiennent une coordination, regroupant 16 villes et 230 délégués mandatés, seuls à y pénétrer. On les voit à travers les vitres. Papiers et crayons à la main. A 16 heures le débat commençait juste. Essentiellement autour d'une motion d'orientation générale, proposant une structuration plus permanente du mouvement lycéen, et fixant deux nouvelles échéances, le 1<sup>er</sup> Mai et une nouvelle coordination nationale vers le 8 mai. Les AG devront se prononcer lundi dans les bahuts. En attendant, un haut parleur permet aux observateurs d'écouter les interventions. Quant aux collégiens, ils sont venus de près d'une trentaine de CET, dont la moitié en grève, et à plusieurs centaines ont débattu de leurs cahiers de revendications. Et de beaucoup d'autres choses, par petites commissions : la peine de mort, les prisons, la réforme Haby, comment continuer, la sécurité... Un climat de « montée de mouvement » dit l'un d'eux.

A 15 heures, la sono appelle à une AG des services d'ordre de faculté pour la manif. A voir l'amphi bourré, quelqu'un lance « c'est une véritable armée ». Un membre du collectif présente l'ordonnement de la manifestation, explique calmement les dangers que lui ferait encourir un rassemblement dispersé devant les premières lignes, montrer que les blessés graves de la manif parisienne de la semaine précédente viennent de là. Il fait la distinction entre ceux qui sont « politiquement contre les services d'ordre » avec qui « il faut discuter » et, d'autres, manipulés

béton environnant et y plantent leur banderole. A partir de 14 h, il y a du monde partout, sur l'herbe, dans les amphis, sur le parvis, dans les étages... plus de 5 000 au bas mot. Et les discussions semblent plus fournies, fructueuses.

#### Jussieu, pas triste

Il y a 600 personnes, en « amphi 34 b » au forum qui fait le bilan des luttes étudiantes et doit débattre, entre autres des revendications. Jean-Pierre de Nanterre, et Hélène de Censier, tous deux membres du Collectif national de grève, l'animent. Autour du mot d'ordre « ni chômeurs, ni cadres au service du patronat », c'est une véritable leçon de choses sur l'université, sa nature, l'analyse du milieu étudiant, ses liens avec le monde du travail et donc les travailleurs. Certains défendent que de toute façon les étudiants, futurs petits bourgeois, sont de l'autre côté de la barrière. On discute alors « division sociale du travail ». Et d'autres répondent en posant le problème en termes de « alliances politiques des travailleurs et des autres couches sociales ». On en vient alors aux plates-formes revendicatives. Personne ne conteste quand il est affirmé qu'elles ne doivent rien avoir d'un contre-



### SNES : Deux fois 24 heures de grève

La CA nationale du SNES, réunie le 22 avril, a décidé d'appeler à deux grèves de 24 H les 7 et 18 mai. La pression exercée par de nombreuses sections d'établissement, déjà engagées dans la grève au côté des élèves s'est faite sentir. Ne rien proposer du tout aurait signifié pour la direction du SNES se discréditer. Cela vient tard, beaucoup trop tard... dans quinze jours. C'est tout de suite, avant le premier mai, qu'il aurait fallu appeler les enseignants à se joindre au mouvement. Mais la tendance majoritaire Unité et action animée par le PCF ne veut pas entendre parler de la grève générale de l'Education Nationale. Elle opte pour le chacun pour soi. Elle situe

ces deux journées de grève dans une logique de « harcèlement pression » en vue de l'ouverture de négociations. Une forme camouflée de dérobade qui n'a rien à voir avec la généralisation de la grève pour l'abrogation des décrets Haby. L'Ecole Emancipée et Renovation Syndicale ont défendu une autre alternative. « Pour faire qu'à brève échéance la grève générale reconductible de l'Education Nationale devienne réalité », ils demandaient que le SNES appelle les sections « à organiser en liaison avec les lycéens dès le 23 avril, la grève active ». Battue à la CA par 69 voix contre 10, cette proposition rencontre néanmoins un écho favorable chez beaucoup d'enseignants.

### NANCY :

#### contre l'intox, imposer notre information

A Nancy, les étudiants ont, la semaine dernière, imposé leur information dans la presse locale, ce qui est un véritable précédent pour les jeunes comme les travailleurs dans leur lutte contre l'ensemble des « média » tenus par la bourgeoisie. L'Est Républicain du 16 avril au matin a en effet un air curieux. En page 2, sept longs textes, sous forme de communiqués, occupant près d'une demi-page, expliquent la lutte des étudiants. Ce n'est pas le nouveau PDG de ce journal qui est devenu libéral. Un communiqué de l'UNI d'extrême droite, glissé au milieu de ceux des grévistes, rappelle ses vraies positions. En fait c'est la résultat d'une mobilisation exemplaire.

Après la manif du 15 avril, les étudiants de Sciences, excédés par l'intox, ont décidé en AG de porter ces textes. A 7 h, ils ont près d'un millier devant l'Est, dans les couloirs, dans le bureau du chef de la rubrique locale. Ils sont conscients qu'il faut éviter les incidents avec les travailleurs du journal et les délégations. Journalistes et employés, le sourire aux lèvres, continuent leur travail, enjambant les étudiants assis dans les couloirs. Un monsieur sec et cravaté arrive enfin. Le rédacteur en chef soi-même. Après une demi-heure de négociation avec le comité de grève qui reste dans son bureau, c'est la victoire. Ils publient tout.

### UNCAL : pas gênés

La CGT, dans un communiqué, « affirme son soutien à l'UNCAL, organisation nationale des lycéens, seule capable d'impulser et d'organiser démocratiquement leurs luttes ». Démocratiquement... Depuis le 21 avril, l'Humanité affirme que les lycéens manifestent ou ont manifesté à l'appel de l'UNCAL. Alors que tout le monde sait, des rédacteurs de dépêches AFP à n'importe quel délégué d'un

lycée, que l'appel à la manifestation parisienne du 22 avril a été lancé par une coordination lycéenne à laquelle l'UNCAL a juste jeté un œil rapide sans y participer réellement et que c'est le collectif qui en est issu qui a présenté le parcours de la manifestation à la police. Un avant goût de la démocratie ouvrière pour lire entre les lignes de la Charte des libertés, publiée par le PCF.

### Hier : de partout

Bordeaux : après les violences policières du 22 avril, rassemblement de 12h à 15h, place de la Victoire, à l'appel des lycéens, des collégiens, des étudiants, des enseignants, de la CFDT. Vaste forum-débat, pique-nique sur la pelouse, et manif après en direction d'une réunion du patronat de Gironde. Montpellier : rencontre régionale des lycéens et facultés à l'appel des coordinations de la ville le 28 pour préparer la journée région morte du 29 avril. Pour prendre contact, Librairie La Brèche, 34 rue de l'Université, tel 72 95 37. Paris-Panthéon : Journée porte ouvertes sur l'Ecole, lundi 26 avril, organisée par le comité de grève étudiant-enseignant. A 10 h, l'école ailleurs (pédagogie, école parallèle, pays de l'Est...), à 15 h quel mouvement étudiant ? A 17h 30 l'école

sexiste, à 19h l'inégalité des chances. Médecine : grève d'une semaine à partir du 3 mai de l'association des assistants des UER médicales, pour le renouvellement de tous les assistants non titulaires. Lycées : grève à Créteil, Loudéac, Avignon, Carpentras, Menton, Coulommiers, Versailles, Mirepoix, Soissons, au CES Budé d'Yverres, manif à 2 000 de trois lycées et deux CET en grève de Périgueux, AG dans les locaux universitaires des élèves de Strasbourg en grève, et manif originale à Laon où 400 lycéens ont distribué des bonbons, des gâteaux aux enfants, du café, thé et chocolat aux adultes, balayé les trottoirs et lavé les pare-brises pour démentir le reproche de « peu d'imagination » qui leur avait été fait après leurs premières manif.

## FOYERS SONACOTRA

### L'UNITE OUVRIERE DANS LA RUE

- Paris : tous à Barbès à 14 heures
- de nombreuses sections syndicales se joignent au cortège.

La préfecture de police a autorisé vendredi matin la manifestation convoquée par le comité de coordination. Le lieu du rassemblement vue l'exiguïté du carrefour Barbès, est prévu boulevard de la Chapelle derrière l'hôpital Lariboisière. Elle empruntera, outre le boulevard de la Chapelle, la place de Stalingrad, le boulevard de la Villette, le boulevard de Belleville, le boulevard de Ménilmontant, jusqu'à la place Auguste Mottivier.

Une prise de parole est prévue à la fin de la manifestation. Le comité de coordination des foyers en lutte défilera en tête, suivi des cortèges des résidents de chaque foyer. Suivront les cortèges des sections syndicales, UL, entreprises en lutte et des foyers non affiliés à la Sonacotra.

A 14 heures, aujourd'hui, les résidents des foyers Sonacotra manifesteront de Barbès au Père Lachaise. Pour leurs revendications (baisse des loyers, abolition du règlement intérieur, reconnaissance des comités de résidents, et du comité de coordination). Pour le retour des expulsés, raflés la semaine dernière et l'arrêt des tracasseries racistes.

Ils ne seront pas seuls. Et c'est là un fait important, encourageant : de nombreuses sections syndicales (surtout CFDT, mais aussi CGT) manifesteront à leurs côtés. Pour marquer la solidarité de classe, l'union des ouvriers français et des ouvriers immigrés. Le comité de

coordination a décidé, jeudi soir, que les organisations syndicales pourraient défiler derrière leurs banderoles. Cette union dans la lutte est précieuse : elle a déjà empêché la Préfecture d'interdire la manifestation ; elle permet d'envisager l'avenir avec espoir.

Car la Sonacotra se refuse encore à discuter sérieusement : elle estime avoir fait des concessions suffisantes aux grévistes car « elle avait accepté le retour aux prix de journée de février 1975 ». Par conséquent, elle ne veut pas entendre parler du statut de locataire pour les résidents, du remplacement des gérants par des concierges... Car si la police ne peut frapper

Enfin le cortège des comités de soutien. Les organisations politiques ne défilent pas sous leurs banderoles, mais dans le cortège des comités de soutien. Le comité de coordination a demandé qu'aucun tract ne soit distribué en dehors du sien. Une liste de mots d'ordre a été définie et sera distribuée par le comité au début de la manif :

- Pas de négociation sans le retour des camarades !
- Halte à la répression contre les résidents et leurs délégués !
- Egalité des droits entre les travailleurs français et immigrés
- Halte à la répression contre tous les travailleurs !

avec brutalité, devant l'ampleur de la protestation, elle guette toujours, attendant le moment propice. Et, à ce propos, une question : s'il est confirmé que Bachir Haffersaff, résident du foyer de la Courneuve se trouve bien en Algérie, on n'a aucune nouvelle de Ben Amar, arrêté



au Foyer de Champigny, il y a deux semaines : les expulsés algériens, qui se sont tous vus à Alger, ne savent pas où il est. Alors, Monsieur Poniatowski, qu'avez-vous fait de notre camarade ? Ou est-il ? Dans un de vos bagnes-secrets, comme celui de Marseille.

J. C.

Nous sommes tous des juifs allemands!



### NEGOCIATEUR DE LA SONACOTRA.

L'Organisation des communistes africains (*Révolution Afrique*) appelle également à la manifestation des résidents Sonacotra, samedi à Barbès.

Le Comité de locataires du foyer de travailleurs africains, situé av Léon Gaumont à Paris XX<sup>e</sup>, appelle lui aussi à la manifestation du 24 avril.

Ermont-Eaubonne : fête à la MJC à 18 h organisée par la coordination franco-immigrés d'Ermont-Eaubonne ; de nombreux montages audio-visuels seront présentés (en particulier « C'est la vie de château, pourvu que ça dure », de la troupe El-Assifa). Des débats auront lieu sur la grève des foyers, et l'immigration et il y aura de la bouffe.

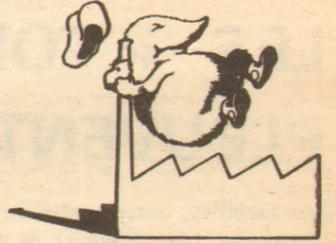
Communiqué de Lutte ouvrière : pour protester contre les scandaleuses rafles racistes faites contre les travailleurs immigrés, pour exiger la levée des arrêtés d'expulsion et l'arrêt de toute mesure répressive, Lutte ouvrière, appelle à participer à la manifestation organisée Samedi 24 avril à 14 h à Barbès par le Comité de coordination.

Nanterre : mercredi, a eu lieu une manifestation à l'appel du Comité de la résidence de la Cité U, du SNESup Sciences Eco, et de l'intersyndicale du personnel de la Fac. Elle a regroupé 250 personnes. Elle est passée devant la Préfecture et a traversé la ville. Les mots d'ordre : « Retour des expulsés », « Ponia-Giscard : racistes, fascistes, assassins ! »

A 19 h. 30 a eu lieu une réunion à l'Union locale CFDT de Nanterre avec le PS, PSU, HR, LCR, Comité des résidents de la Cité U, comité anti-raciste, MAJ, foyers Sonacotra de Nanterre. Elle a décidé la sortie d'un tract unitaire d'appel à la Manif de samedi. Le Parti socialiste a quitté la réunion.

Gorse (Nanterre) : dans cette usine, vendredi dernier, des immigrés ont fait la grève pour participer à la manifestation jusqu'à la Préfecture (contre les expulsions). Le patron les a mis à pied pour plusieurs jours.

## en lutte



Une manifestation dynamique de 250 travailleurs du centre psychotérique Barthélémy Durand (Etampes) a accompagné le 21 avril une délégation CGT-CFDT à la sous-préfecture. Leurs revendications : 2000 F minimum, les 300 F d'augmentation pour tous. Certains militants de FO participeront au cortège, malgré les consignes de leur syndicat. La délégation n'a pas été reçue.

Correspondant

Santé : manifestation de plusieurs milliers de travailleurs hospitaliers, hier, à l'appel de la CGT devant le ministère de la Santé. Des délégations de toute la France étaient venues et on notait la présence massive de travailleurs en lutte : centres anti-cancéreux, élèves-infirmières de Sainte-Anne (CGT-CFDT). Les mots d'ordre « Des crédits pour la santé », « 250 F pour tous », « 13 heures supplémentaires ». Des grévistes du *Parisien Libéré* étaient là qui distribuaient un numéro du *Parisien* « Spécial santé ».

Correspondant

Contre une police parallèle. Les patrons de la métallurgie des Hautes-Pyrénées ont embauché un docteur afin de contrôler les ouvriers malades et leur faire reprendre le travail plus rapidement possible, puis de créer un climat de peur favorisant leur exploitation.

Un travailleur de la SOCATA (filiale SNIAS de Tarbes) malade a refusé de le recevoir et s'est vu retenir 480 F sur son salaire. Cette affaire sera portée, avec le soutien de l'UD-CFDT, devant le tribunal des prud'hommes de Tarbes.

Plusieurs jugements ont eu lieu en France sur ce problème donnant raison tantôt aux ouvriers, tantôt aux patrons. Un seul contrôle est légal, celui de la Sécurité sociale.

L'UD-CFDT des Hautes-Pyrénées a envoyé une lettre ouverte à tous les médecins du département pour leur demander de condamner ces agissements. Le 21/4, une conférence de presse avec les organisations politiques aura lieu pour préparer une riposte avant le jugement qui devrait intervenir le 30/4/76.

Le LCR, contactée, participe à la campagne contre les médecins-flics.

Correspondant Tarbes

ACHETEZ  
ROUGE  
TOUS  
LES JOURS  
DANS LE MEME  
KIOSQUE

## TRIBUNE des luttes

### Communiqué CGT-CFDT

#### BENDIX (DRANCY) EN GREVE

L'usine Bendix (Drancy) est en grève depuis le 15 avril. Cette usine appartient au trust américain DBA. Elle emploie 1600 personnes à la fabrication de freins et autres accessoires automobiles. Salaires bas, conditions de travail désastreuses.

Le mouvement s'est déclenché sur une contestation des engagements pris par la direction à l'usine lors d'une grève de quatre jours en novembre 1975. Les revendications concernant d'une part les salaires, d'autre part l'embauche définitive des personnes sous contrat temporaire ou intérimaires (environ 300 personnes).

Les syndicats CGT et CFDT animent conjointement la grève suivis par 80 % du personnel. La direction ayant durci sa position mardi soir, un piquet de grève pour mercredi a été voté par la grosse majorité des grévistes. La direction a réagi en convoquant ses valets choisis parmi l'encadrement. Et, dès 5 h du matin, tout ce beau monde cravaté et parfumé était prêt à protéger les jaunes contre les grévistes. La présence de ce piquet anti-grève a contribué à durcir la combativité ouvrière.

La direction, après avoir refusé toute concession sur les salaires le jeudi vient ce vendredi en fin de matinée d'accepter de négocier sur l'avancement d'une augmentation de 3 % prévue pour juillet. Depuis ce matin, la popularisation de la grève et le soutien financier s'organisent sur les marchés et à la sortie des usines.

Le 23  
CGT-CFDT Bendix

#### LE BDPA LICENCIE

Le BDPA, société d'Etat au service de la coopération travaillant notamment dans les pays d'Afrique, d'Amérique Latine, et du Moyen-Orient, licencie.

Le BDPA a déjà connu une vague de licenciements en 1973. Aujourd'hui, le problème des garanties de l'emploi du personnel de la société se trouve à nouveau posé. Face à cette situation, le personnel est inquiet et s'interroge sur le devenir de la société et aussi, par voie de conséquence, sur son propre avenir. Déjà 7 licenciements sont prononcés. D'autres, plus importants sont en préparation (entre 20 et 30 sur un effectif de 335 personnes, soit 10 % du personnel). Au cours de d'assemblées générales et d'arrêts de travail, les agents de la société ont décidé de défendre leur outil de travail et montreront en cela leur détermination. Section CGT et CFDT du Bureau pour le développement de la production agricole (BDPA).

SNCF

## APRES LA GREVE LES « TORPILLES » PLEUVENT

Les torpilles, autrement dit, les sanctions s'accumulent chez les cheminots. Une offensive de grande ampleur se dessine de la part de la direction SNCF qui entend ainsi « remettre de l'ordre » après une grève marquée par une exceptionnelle combativité.

La grande grève des cheminots du mois de mars a laissé des traces durables chez les cheminots. L'unité alors réalisée dans la lutte, le refus de laisser enfermer la grève dans des délais fixés a priori par les directions syndicales, les formes d'action dures visant à créer un rapport de force plus favorable, tout cela ne s'oublie pas.

Chacun se souvient des piquets massifs, des blocages de trains à Flers, Dôle, Nice, Dijon, des occupations de dépôts ou de triage comme à Rouen rive droite, Sotteville, Lyon. Tous ces événements ont profondément marqué la conscience des cheminots. Après que le mouvement ait été laissé sans perspectives par les directions syndicales, la reprise s'était faite en ordre relativement dispersé. Certains centres très combatifs avaient même refusé d'arrêter le mouvement le vendredi comme cela avait été prévu.

Aujourd'hui, c'est l'heure des comptes. La direction de la SNCF se souvient également de toutes ces actions et elle a décidé de lancer de grandes manœuvres d'intimidation. Des « demandes d'explication écrites » ont été massivement envoyées à des anciens grévistes. Sous les prétextes les plus divers : « n'a pas assuré son service », « a bloqué un train », « a occupé le centre de triage », voire même comme à Dôle pour « prise de pétards sur les machines ». Toutes ces « demandes » se terminent par le fameux « veuillez me fournir vos explications ». Généralement, ces demandes se traduisent par des sanctions. Dans quelques centres les amendes, blâmes et autres, ont commencé à tomber.

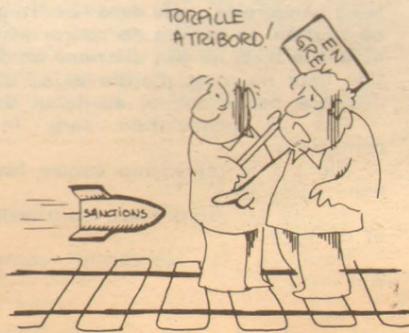
Car en outre, cette répression massive (3 000 demandes à Dijon), des tentatives plus sélectives se déroulent contre un certain nombre de militants particulièrement actifs durant le mouvement. A Rouen, six militants sont menacés de poursuites, à Flers, on parle d'inculper des cheminots pour « sabotage ». A Dôle, quinze agents du dépôt et neuf à l'exploitation sont inquiétés pour avoir « stoppé le Cisalpin ».

Face à cela la riposte commence à s'organiser. Les « demandes d'explication » continuent à arriver chaque jour chez les cheminots qui pensaient « passer au travers ». Un certain nombre d'assemblées générales se sont déjà tenues pour étudier la riposte. Parfois ce sont les syndicats qui ont rassemblé les « demandes » et les ont rapporté à la direction avec les cheminots. Des pétitions circulent, comme au Sernam-Orléans.

A Nantes, un préavis de grève CGT-CFDT-FO à partir du 26 avril a été posé à la suite des menaces de sanctions. A Dôle, la FGAAC soutient une proposition CGT-CFDT allant dans le sens du dépôt d'un préavis. Le but de la direction est clair : il s'agit de « régler » le droit de grève, il faut organiser la riposte. Mais, le problème étant national, il ne faut pas que chaque centre se batte de façon isolée. La circulation de l'information, comme durant la grève, doit fonctionner. Ainsi l'éclatement actuel pourra être surmonté.

S. M.

SNCF MESURES DISCIPLINAIRES NOTIFICATION DE SANCTION	
UNITE D'ATTACHÉMENT 001 ORLEANS	SUCCURSALE SERNAM ORLEANS
BLAME AVFC INSCRIPTION AU DOSSIER	
Avec réduction de 10 Frs de la prime de travail.	
N'a pas assuré son service le 24 Mars 1976 en participant à un arrêt de travail ne respectant pas les dispositions de la loi N° 63777 du 31 Juillet 1963 relative à certaines modalités de la grève dans les services publics.	
Le Directeur de la Succursale R. MONTAILLARD	



### MALADE DE LA POINTEUSE

« Un accès de folie », a expliqué la direction. Rien qu'un ouvrier, crevait de rage, qui a piqué un coup de sang. Maintenant il a quitté l'usine. Les choses vont rentrer dans l'ordre... »

Ça s'est passé à la SECAP d'Asnières, une petite boîte de la métallurgie, qui fabrique des machines à affranchir pour les PTT. Une boîte comme beaucoup d'autres : deux syndicats, la CGT et la CFDT. Des débrayages de temps à autres.

A la SECAP, un jour, un petit groupe de gars combatifs se met en tête de freiner la production : Ça serait un bon moyen de lutter, sans perdre beaucoup de fric. La CGT ne suit pas : pas question de sortir de la légalité... La lutte avorte. Les têtes chaudes vont rentrer dans le rang...

C'est alors que l'un d'eux explose. A bout de nerfs, il se rue sur la pointeuse. Il la défonce avec rage, à grands coups de marteaux ; et la jette sur le sol.

Dans l'usine la plupart n'ont pas compris : quand on est un bon ouvrier, on reste à sa place, et on contrôle ses nerfs. Les plus sages ont expliqué qu'il y a des choses qui ne se font pas. La direction va sans doute racheter une autre pointeuse. Elle en a les moyens.

en lutte

La Société européenne de propulsion (SEP) comprend 1600 travailleurs répartis en trois centres à Bordeaux. Cette boîte de l'aéronautique travaille pour la Défense nationale. Une lutte se mène depuis le 9 avril contre la répression anti-syndicale.

Tout a commencé quand un travailleur d'un atelier couvert par le secret militaire s'est syndiqué à la CFDT.

Le licenciement est ensuite confirmé par la direction. Sur proposition CGT-CFDT-FO, une grève est organisée le mardi 20. Cette lutte contre un cas de répression peut être le point de départ d'une lutte revendicative très massive sur une des boîtes les plus importantes de la région, par le nombre mais aussi par l'organisation des travailleurs.

Correspondant

Une réunion de coordination CGT se déroulera le 26 avril sur Ambarès afin d'étudier les modalités de la lutte contre le trust COFAZ. Des luttes se déroulent en particulier à Bordeaux-Ambarès, usine de 300 travailleurs où un mouvement sur la garantie du pouvoir d'achat et sur la révision des classifications touche l'usine. Après les ouvriers de Lacornubia qui avaient obtenu 150 F et un treizième mois calculé sur l'indice ouvrier le plus élevé, la grève de ce trust COFAZ montre que le chimie bordelaise de réveille !

Correspondant

A la Caisse nationale de Crédit agricole à Paris, 23 techniciens sur 24 du centre de l'information (ordinateur) point névralgique, sont en grève depuis mercredi. La principale revendication mise en avant : prime de technicité de 450 F mensuelle pour tout le monde.

Correspondant

L'usine SCPC (Cournon) devait être fermée par le patron. Le directeur départemental de la main-d'oeuvre vient de refuser cette fermeture. La combativité des travailleurs a pesé dans la balance.

Correspondant

Le personnel de la BNP du centre Barbès, à Paris, occupé au service des téléx, a débrayé le 22 avril à 90 %, contre les sanctions prises par la direction générale à l'encontre de délégués du personnel CGT et CFDT. D'autre part, dans les agences Turenne, République et Opéra, une grève de vingt-quatre heures s'est déroulée le 22 sur des revendications touchant les conditions de travail (effectifs, sécurité). D'autres débrayages sont prévus dans les agences et les services centraux pour préparer la journée nationale de grève du 28 avril, appelée par la CGT et la CFDT.

Correspondant

### Bus de Lyon

« On n'a pas fait grève pendant 15 jours pour 2% supplémentaires sur les salaires ». C'est un gréviste des TCL (bus de Lyon) qui crie sa colère à l'assemblée générale des grévistes convoquée jeudi à la Bourse du Travail.

C'est pourtant sur ces 2,5% supplémentaires accordés en début d'après-midi par une direction aux abois que les directions CGT et CFDT appellent maintenant à la reprise. Pourtant, la veille encore, selon les deux syndicats, les propositions de la direction étaient jugées insuffisantes : 250 francs de prime de vacances au lieu d'un demi-mois de salaire, augmentation dérisoire de la prime de dimanche au lieu de dimanche payé double, jours de grève payés à 60%...

A leur appel, les grévistes consultés mercredi votaient encore la poursuite de la grève.

« 2,5% c'est la carotte »

Jeudi, imperturbables devant les clameurs d'une bonne moitié de l'assemblée générale des grévistes,

Thibaut, secrétaire du bureau CGT des TCL explique docement, chiffres à l'appui inscrits au tableau noir : 2,5% ajoutés aux 2,5% prévus au protocole d'accord (signé par les seuls syndicats FO et autonomes) cela donne environ 140 francs d'augmentation pour le salaire de référence d'un machiniste receveur, après 15 ans d'ancienneté. « Nous avons fait voler en éclats le protocole. C'est une victoire... » De la salle fusent les protestations : « 2,5%, c'est la carotte... marchands de tapis ! Arrêter maintenant ! jamais ! » Un gréviste, très applaudi monte à la tribune : « 140 francs, mais pour quelle catégorie ? Pour le balayeur, 5% ça ne fait peut-être que 20 francs par mois. Quinze jours de grève pour ça, c'est pas du boulot ! »

Suite à un vote à mains levées, une bonne moitié des grévistes s'opposent farouchement à la reprise. L'autre moitié se rallie à la position des directions syndicales renvoyant la décision à une con-

sultation générale à bulletins secrets de tous les employés le lendemain vendredi (Catégorie non gréviste comprise : contrôleurs et administratifs)

### « Pas de nouveau Mai 68 »

Celle-ci a donné une majorité pour la reprise : 1 330 pour, 662 contre. Il était possible pourtant d'aller plus loin, avec d'autres formes de lutte encore plus efficaces, comme l'organisation des transports gratuits pour travailleurs chômeurs usagers. Cela aurait été le moyen de renforcer une solidarité déjà certaine parmi les usagers qui se sont abstenus. En 15 jours de grève de toutes réactions d'hostilité malgré l'intoxication de la presse. Voilà le sentiment de nombreux grévistes aujourd'hui écoeurés. L'un d'eux explique c'est au niveau politique qu'il faut chercher les raisons de l'attitude des directions syndicales : Elles ne veulent pas d'un nouveau Mai 68... que la droite exploiterait ».

Correspondant Lyon.

## Quinze jours de grève pour ça c'est pas du boulot...

### NANTES

La section CGT de Tréfinétaux (usine de la Basse-Loire, Couëron) vient d'organiser une conférence de presse : première étape dans la mobilisation en vue du procès de douze femmes de travailleurs de l'entreprise.

Car lors du conflit de l'an dernier la section CGT appelait les femmes des travailleurs à venir faire savoir au directeur de l'usine leurs difficultés à vivre avec les salaires Tréfinétaux. Ce patron, qui déjà n'aimait discuter avec « de larges délégations de travailleurs », n'a pas du tout apprécié

d'être obligé de s'expliquer devant des femmes et porta plainte, la direction de l'usine se portant partie civile.

Le procès doit avoir lieu le 17 juin 1976 à St Nazaire. Mais déjà la riposte s'organise. Une pétition circule, chaque travailleur en a une sur lui. Des équipes la font signer sur les marchés, dans les manifestations. Une campagne d'affiches se prépare sur tout le département. Une marche sur St Nazaire des travailleurs de l'usine est prévue pour le jour du procès.

Pour nombre de femmes, c'était là leur première action, « mais si c'était à

refaire, nous le referions encore plus nombreuses maintenant » disait l'une d'entre elles à la conférence de presse.

En tout cas, une affaire à suivre...

Correspondant Nantes

**Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque**

## Douze femmes en procès

## 1<sup>er</sup> MAI LES SOLDATS MANIFESTENT

1<sup>er</sup> mai : trois nouveaux comités appellent les soldats à se joindre aux cortèges ouvriers : le comité de la BA 116 de Luxeuil, le comité de Lure qui publie « Les dragons voient rouge » et le comité du 151<sup>e</sup> RI de Moulins-les-Metz qui publie « Le moral de l'appelé ».

La participation des soldats en lutte aux cortèges ouvriers du 1<sup>er</sup> mai est, depuis 1973, une tradition solidement établie.

Cependant, l'appel public lancé cette année par des comités de soldats prend une importance toute particulière. Depuis des mois et des mois une répression féroce sévit dans les casernes. Inculpations devant la Cour de Sécurité de l'Etat, mois de prison, mises au secret, mutations disciplinaires sont monnaie courante pour les soldats qui entendent conquérir leurs droits élémentaires de travailleurs sous l'uniforme.

Des soldats manifestant à nouveau dans la rue ? Civils jouant les ganaches et militaires posant aux hommes d'Etat l'ont pourtant répété à l'envie : les comités de soldats, c'est fini :

RAS, tout est rentré dans l'ordre. Le 1<sup>er</sup> mai 1976 leur apportera un démenti cinglant.

Forst des luttes qu'ils mènent dans les dizaines de comités actuellement existants, de leur enracinement et de leur popularité dans le contingent et dans certaines couches de la hiérarchie militaires, les soldats, marins et aviateurs démontreront au contraire la vigueur de leur mouvement, la détermination qu'ils ont de ne céder ni au chantage, ni à la répression.

Ils montreront aussi que leur combat est indissociable du combat mené par l'ensemble des travailleurs, que la solidarité la plus active, la plus audacieuse entre les comités de soldats et les organisations ouvrières est la condition des victoires prochaines.

### Le « Monde » s'indigne... mais pas assez !

Pour avoir publié une lettre quelque peu contestataire dans le Monde, l'adjudant Christian Courel a été sanctionné de 15 jours d'arrêts de rigueur. Il fera en outre l'objet d'une mutation disciplinaire. Comme le remarquent une trentaine de ses camarades sous-officiers dans une lettre au Monde : « Si l'armée est vraiment comme le disait récemment un partisan de la société libérale avancée, l'un des corps les plus sains de la nation, nous plaignons les autres corps ». Bref, il n'y a peut-être plus de malaise chez les cadres, mais ça continue quand même à râler sec dans les rangs.

Le Monde, comme il se doit, rend compte de cette répression absurde et

s'indigne. Il a raison. Comme il a raison de favoriser dans ses colonnes l'expression des cadres militaires, petits et grands. On s'étonnera cependant que ce juste principe à l'égard des membres d'une institution où la libre expression est chose subversive cesse de s'appliquer dès qu'il s'agit des appelés. Du sort des emprisonnés de Reims, Le Monde ne s'est guère ému : les dizaines et les dizaines de soldats aux arrêts pour deux mois, mutés, ne choquent guère, semble-t-il, ses convictions libérales. On en vient alors à penser que les humeurs démocratiques du Monde ont leurs petites limites et que l'indignation apparente cache tout simplement un conseil poli, entre gens raisonnables.



Le 1<sup>er</sup> mai 1975 (photo Rouge)

### Un communiqué du Collectif femmes contre la répression militaire

Le collectif-femmes s'est constitué autour d'un groupe de femmes de soldats actuellement victimes de la répression militaire.

Il a d'abord publié une lettre ouverte pour appeler toutes les femmes concernées à briser le silence qui se fait autour de cette répression. Cette lettre se voulait un premier témoignage, et surtout un appel.

Témoignage de ce que ces femmes ont découvert, individuellement puis ensemble :

— Qu'elles n'avaient aucun droit, que leurs questions, leurs demandes se heurtaient à l'hostilité et au silence.

— Que dans les prisons militaires, le droit de visite, de téléphoner, d'écrire parfois, reste à imposer.

— Que seules enfin, elles ne pouvaient rien, mais qu'unies, tout était possible.

Depuis la publication de cette lettre, le collectif s'est élargi et a poursuivi son action.

Aujourd'hui, il lance un appel à toutes les femmes concernées, solidaires :

Pour que dans toutes les villes se constituent d'autres collectifs :

Pour rassembler les témoignages, organiser la solidarité, briser l'isolement.

Pour discuter collectivement de la façon dont l'armée traite les femmes. Pour mettre en commun notre expérience du service militaire : l'attente permanente des permissions hypothétiques, la peur des accidents, de la répression, les difficultés pour s'organiser une vie autonome, et tout le reste, car il y a beaucoup à dire, et qui n'a jamais été dit.

Le collectif-femmes a de nombreux projets...

Pour le contacter écrire : Collectif femmes, 34 rue Vieille du Temple Paris 75003

### Du côté des comités : Deux petits derniers

Deux nouveaux journaux de comités : 1<sup>er</sup>RA L'BOL, bulletin N°3 du comité de soldats du 1<sup>er</sup>RA de Montbéliard et le « Cuir à su vous séduire... sachez le démolir, du comité de soldats du Quartier Mangin de Laon (6<sup>e</sup> cuirassier). Le premier, après nous avoir annoncé que « le colonel a rélié son abonnement à Terre information pour s'abonner à 1<sup>er</sup>RA l'bol, publie deux longs articles sur « l'armée, école anti-démocratique » et poursuit le débat sur le syndicat de soldats : « Nous voulons un syndicat unitaire qui rassemble l'ensemble des soldats en liaison étroite avec tous les syndicats ouvrier... un syndicat indépendant de la hiérarchie militaire, en tant que telle, c'est-à-dire en tant qu'elle représente le pouvoir. Dans leur grande majorité, les officiers et les sous-officiers combattent ce syndicat, mais nous devons reprendre à notre compte les revendications des officiers et sous-officiers qui s'opposent à la hiérarchie militaire ».

Le second est centré sur les perms, il dénonce le chantage incessant aux perms et rappelle les mots d'ordre des bidasses : « exigeons des délais de route adaptés et donc de véritables 72 heures régulièrement. La hiérarchie va dire : ils se répètent ! Oui, et nous continuerons à le faire tant que nos revendications n'auront pas abouti... » Il dénonce aussi l'utilisation des bidasses à Ouessant : « Serions-nous des pions prêts à réparer toutes leurs bêtises ? »...

### Insoumis, objecteurs en lutte

#### Un insoumis repris par les autorités militaires

Joseph Roques, insoumis, devait sortir avant-hier de la prison de Dragignan (près de Bordeaux). Il y était depuis février 75. A sa sortie, les autorités militaires l'ont arrêté et mis aux arrêts de rigueur au GMR 4 de Bordeaux. Depuis, Joseph fait la grève de la faim. Deux groupes d'entraide à J. Roques se sont constitués dans la région : l'un à Toulouse (39 rue Peyrelière) l'autre à Bordeaux (7 rue du muguet).

#### Un communiqué des CLO

En vue de réunions de préparation à l'incorporation aux affectations autoritaires, les comités de lutte des objecteurs aimeraient prendre contact avec tous les objecteurs qui seront incorporés en juin 76. Ces réunions auront lieu fin mai dans diverses régions en fonction de la demande. Ecrire au CLO locaux ou à l'adresse suivante : CLO, BP 103 75522 Paris cedex 11

#### Avec Alain Lamotte

A Sézanne, dans la Marne, la campagne de solidarité avec Alain Lamotte, insoumis emprisonné à Metz se poursuit. Dans le lycée où enseignait Alain, quarante profs, proviseur et sous-directeur en tête ont rédigé une lettre collective demandant sa libération. Par contre, le journal local, l'Union a refusé de publier un article sur l'affaire. C'est beau la liberté de la presse. En attendant, Alain poursuit sa grève de la faim.

## DIMANCHE LES SOLDATS ITALIENS A NOUVEAU DANS LA RUE

« Notre force réside dans le fait que chaque soldat a changé un peu. C'est une chose simple qu'on peut voir et toucher du doigt. Car nous avons souffert ensemble, nous avons lutté ensemble et à la fin nous avons vaincu ensemble ». Cette force dont témoigne ici un soldat, tout le mouvement en a pris conscience lorsque Forlani, ministre de la défense, a retiré son projet de règlement des forces armées. C'était une première victoire.

Aujourd'hui, alors que se préparent des élections anticipées, les soldats descendent dans la rue, à nouveau. Comme l'an dernier, le 25 avril - jour anniversaire de la libération contre le fascisme - est une journée de lutte. Cette fois-ci, c'est

fort d'un an de mobilisation, d'un recul du gouvernement, d'une assemblée nationale, du soutien de nombreuses organisations ouvrières (le PCI condamne toujours les manifestations publiques des soldats !), que le mouvement manifeste et prépare sa 2<sup>e</sup> assemblée nationale.

Mais il se trouve confronté à de nouveaux problèmes. Radi, le secrétaire à la défense vient en effet d'annoncer qu'il représenterait au parlement une nouvelle loi sur les « droits et les devoirs » des militaires. Cette loi comprendrait la reconnaissance du « principe » de la représentation des militaires dans les instances consultatives pour discuter de leur condition. Tout cela est en-

core bien vague. Le PCI et le PSI qui, en cas de victoire électorale, risquent fort de se confronter au même problème, saluent cette évolution comme « positive ». Pourtant, tout comme Radi, ils se gardent bien de donner des précisions sur les formes concrètes de cette représentation. En fait, les uns comme les autres espèrent que cette concession fera rentrer les soldats dans le rang.

La démocratie chrétienne accompagne d'ailleurs ces promesses démagogiques d'une sévère répression (Cf Rouge du 10 AVRIL).

Les soldats, en manifestant à nouveau ce 25 avril montrent qu'ils ne sont pas dupes. D'ores et déjà,

existe un fort courant décidé à poursuivre la lutte, quelque soit le gouvernement en place. Ils ont défini leurs droits et leurs exigences, ils ne transigeront pas. Ces revendications (voir encart) ont été discutées démocratiquement, elles expriment les revendications élémentaires du travailleur sous l'uniforme. Si un gouvernement prétend défendre les travailleurs, il doit les satisfaire. La deuxième assemblée nationale tranchera sur les moyens d'actions pour reprendre l'offensive, notamment en cas de victoire de la gauche aux élections. Plusieurs propositions circulent. Lotta Continua propose par exemple un projet de loi reprenant les revendications des soldats

### PLATEFORME DE LUTTE DES SOLDATS ITALIENS

- 1) Droit d'organisation démocratique et antifasciste à l'intérieur comme à l'extérieur des casernes ;
- 2) Droit de réunion dans et hors des casernes avec la possibilité d'y faire intervenir des représentants politiques et syndicaux, des juristes, des journalistes, des médecins etc...
- 3) Droit de manifester publiquement sa propre opinion sans autorisation préalable ;
- 4) Droit d'information, libre circulation de la presse excepté celle des fascistes, droit de diffuser nous-même notre presse ;
- 5) Droit de présenter des réclamations collectives sur tous les aspects de la vie dans les casernes et d'obtenir des explications sur les activités des militaires et autres dont le but n'est pas clair ;
- 6) Abolition des codes et tribunaux militaires, exercice de la justice militaire dans les tribunaux civils ;
- 7) Droit à la liberté personnelle, son éventuelle limitation peut exclusivement être décidée par l'autorité judiciaire civile ;
- 8) Droit de refuser des mutations et suppression des mutations punitives ;

- 9) Droit de connaître, de discuter et de rendre publiques les structures et les objectifs des forces armées, les directives générales de l'entraînement, l'objet des manoeuvres, des textes officiels et des programmes des académies et écoles militaires ;

- 10) Le refus absolu de faire intervenir les forces armées pour maintenir l'ordre public et briser les grèves, et la suspension des exercices ou des alarmes qui par leurs caractéristiques et par le moment où elles se déroulent peuvent avoir un sens d'intimidation ou de provocation

- 11) Publicité des carrières ;  
L'assemblée nationale des soldats démocratiques (...) se prononce contre le règlement Forlani, pour l'élimination de tous les articles du règlement qui s'opposent à nos droits civils et politiques ; pour la défense de notre vie, de nos droits et des conquêtes des travailleurs contre toutes « exigences particulières » de service ; pour le droit à participer à part entière à la vie politique et en particulier aux activités des organisations des travailleurs.

## L'IMPRIMERIE IPN EN DANGER

L'imprimerie Presse Nouvelle (IPN) à Lyon est une imprimerie qui a eu maille à partir avec la police et la justice. En 1974 déjà, elle était inculpée avec le GARM pour des tracts tirés sur ses presses.

Au début de cette année elle était réquisitionnée en raison de l'instruction sur la fameuse et introuvable « entreprise de démoralisation de l'armée ». IPN est aujourd'hui en danger. Sa banque vient de lui supprimer les crédits commerciaux d'usages. Puissances d'argent et Pouvoir veulent la peau d'IPN.

Pourquoi ? Parce que IPN, ce sont « des centaines de milliers de tracts pour soutenir des soldats et des syndicalistes emprisonnés, c'est le journal du comité de grève de Rhône-Poulenc Textile à Vaulx en Velin ; c'est le journal de l'UL-CFDT », c'est quantité de tracts et d'affiches de l'Union de la Gauche à l'extrême-gauche... Parce qu'IPN, c'est un outil hors pair en province, à la disposition de tout ce qui vit, bouge et lutte à Lyon, sans exclusives à gauche : voilà pourquoi la finance vient aujourd'hui au secours de la police pour couler l'imprimerie. Constituée sans fonds de réserve, IPN a développé son parc de machines en réinvestissant chaque mois une somme de 10 000 à 13 000 nouveaux francs prélevés librement par les membres du collectif d'imprimeurs sur leurs salaires (l'équipe des imprimeurs est constituée d'un collectif et de salariés libres de s'intégrer ou non au collectif) ; ainsi IPN peut-elle aujourd'hui offrir un matériel technique très avancé, techniquement indépendant, capable d'augmenter la force des idées à propager par le nombre, la qualité, et la vitesse de production des imprimés.

L'indépendance technique d'IPN est une condition de son indépendance politique à l'égard du pouvoir et de la censure. Cette indépendance, IPN la revendique aussi à l'égard de toute force politique déterminée, au profit du mouvement « émancipateur » tout entier et de toutes les composantes sans exclusives. L'équipe animatrice initiale elle-même s'est élargie : « Nous avons beaucoup appris dans la confrontation avec des expériences politiques diverses de camarades venus nous rejoindre. » Ce qui préserve l'unité de cette équipe dans son indépendance c'est : « La pratique collective... Nous avons refusé le principe d'un chef de fabrication... car ce serait du même coup accepter l'éventualité d'une censure. » Chaque décision de planification est prise ensemble.

S'interdisant toute censure, les imprimeurs d'IPN souhaiteraient ne pas opposer les impératifs techniques de l'impression aux projets des demandeurs et créateurs. Ils cherchent à dépasser les limites de la division du travail en aidant à la formation technique de tel ou tel « usager », comme c'est le cas pour un militant de l'UD-CFDT.

Inversement, ils tentent aussi d'échapper à leur strict rôle d'exécutants pour s'associer aux activités de ceux qui veulent être imprimés (tel le théâtre des jeunes années, avec lequel IPN a conçu en même temps qu'imprimé le journal des enfants *L'Ebouriffée*). En danger d'asphyxie financière, les imprimeurs d'IPN lancent un appel à l'aide. L'association des amis d'IPN (39, rue Burdeau, Lyon 69 001) appelle à un soutien financier (Paule Robin CCP 384268 pour les sommes inférieures à 1000 francs). Une fête est organisée également par l'association le 30 avril au théâtre du 8<sup>e</sup>, avec la participation de chanteurs, groupes de théâtre, de musique, etc. Nous devons soutenir ces initiatives et sauver IPN.

Correspondant Lyon

Le sort du film *Gloria mundi* continue de susciter protestations et initiatives, les pétards posés devant les salles parisiennes d'exclusivité (Rouge n°27 et 28) n'ont dissuadé que ceux qui voulaient bien l'être. Après l'initiative du cinéma « Le canut » de Lyon qui a modifié son programme pour passer le film de Papatakis, nous nous faisons l'écho de la protestation adressée au secrétaire d'Etat à la Culture et à la Presse par Bernard Marrey, secrétaire national de la fédération CFDT des travailleurs de l'audio-visuel et de l'action culturelle. Après avoir constaté qu'en l'occurrence, une fois n'est pas coutume, le gouvernement oublie sa fénésie de maintien de l'ordre, cette protestation poursuit : « Les travailleurs de la profession cinématographique déjà durement touchés par la crise, ne comprennent pas que la diffusion de leur travail auprès du public ne soit pas assurée dans des conditions normales de sécurité. Ils s'inquiètent d'autant plus que ce retrait crée un précédent dangereux et risque d'instaurer une censure dont la forme rappelle trop les méthodes fascistes de sinistre mémoire. »

THEATRE  
**LE PALACE**  
DIRECTEUR PIERRE LAVILLE

du mardi au samedi 21 h - dimanche 15 h

**TIENS LE COUP  
JUSQU'À LA  
RETRAITE, LEON**  
de Georges Michel  
mise en scène Régis Santon  
relâche exceptionnelle mardi 27  
8, rue du Fbg-Montmartre, 770.44.37  
location FNAC-COPAR et agences

## au fil de la semaine

### CINEMA

#### LE PETIT MARCEL

de Jacques Fansten

A travers une histoire qui pourrait être banale, J. Fansten pose un problème social et des préoccupations politiques réelles. Un jeune type, d'origine modeste, sans conscience politique, veut « arriver ». La société n'a rien à lui offrir. Il va rencontrer un groupe de jeunes rendus oisifs par le chômage. A eux aussi, la société n'a rien à offrir sinon le bistrot du coin et les matchs de rugby le samedi à la télé.

Alors ces jeunes s'emmerdent, ils deviennent un peu chahuteurs, ils n'ont pas envie de rentrer le soir dans leur HLM : ils troublent l'Ordre. Et bien sûr, ils vont devenir la cible facile d'un de ces multiples « comités de vigilance » qui se créent avec de plus en plus de facilité dans les municipalités de droite. On va ainsi assister à un double processus : celui de la provocation policière utilisant les fascistes et celui qui conduit le « petit Marcel » à devenir indicateur de police pour finir par endosser l'uniforme de flic. L'arrivisme de Marcel va sombrer dans les filets de la machine à maintenir l'ordre social, tout cela insensiblement, « normalement », sans qu'il en prenne réellement conscience. C'est dans la description minutieuse, psychologique, politique, sociale de ce processus que se trouve la force du film de J. Fansten. Celui-ci écarte tout manichéisme : les protagonistes n'occupent que la place définie par leur rôle social ; à l'intérieur de celui-ci ils ne sont que « moyens », ni bons ni méchants. Il n'y a pas de héros. Il n'y a pas de dramatisation, il n'y a que le mécanisme d'intégration à un système social qui s'auto-régularise, où les causes et les effets sont étroitement imbriqués.

J. Fansten a voulu faire un film qui soit vu par un public large, populaire, qui soit proche du vécu quotidien sans provoquer la moindre identification, mais au contraire une réflexion politique : le thème de la provocation policière est dangereux. On sait combien elle peut servir d'explication passe-partout ou d'alibi. Les dernières manifestations étudiantes en donnent encore un exemple récent. Fansten a justement évité, à notre avis, les principaux écueils : la conception « policière » de l'histoire est absente de son film. Par contre notre « histoire » quotidienne y est bien présente, et si elle est peuplée de flics, c'est que la société n'a encore rien trouvé de mieux pour résoudre sa crise. M.T.

#### RAPPEL

*Bonne chance la France*  
*Comment Yukong déplaça les montagnes*  
*Une femme sous influence*  
*Vol au-dessus d'un nid de coucou*  
*L'honneur perdu de Katarina Blum*  
*Le Juge et l'Assassin*  
*La Spirale*  
*Little big Man au Bilboquet, Paris*  
*Et bien sûr, Gloria mundi à Lyon.*

### BALLETS

20 h 30, jusqu'au 28 avril, Théâtre des Champs-Élysées.  
**NOTRE FAUST**  
Ballets Béjart

Traqué par un cercle de lumière, seul en scène : Béjart. A la main un micro,

rouge, tranchant sur le noir du pantalon et du tee-shirt. L'idole. Devant lui, le public, une foule qui s'est arraché les places et qui applaudit à tout rompre le meilleur et le moins bon. Idole, génie, fascination, hypnotisme ? Le tout mêlé : le public aveuglément suit Béjart et l'acciame dans ses meilleurs moments ; *Notre Faust* en est un. Béjart, homme de théâtre fourmillant d'idées et de trouvailles a retrouvé sa vitalité et son humour. Au thème de Goethe, le chorégraphe sous-entend un canevas autobiographique où s'entrecroisent des éléments de sa vie et des réminiscences de situations ou de phrases chorégraphiques de certaines de ses œuvres (*Orphée, Symphonie pour un homme seul*). La gamme des climats passe du sérieux à l'humour, de la révérence à l'irrévérence, de la messe noire au lyrisme romantique, de l'amour au démoniaque, du baroque à la spiritualité métaphysique. Théâtre dansé ? Ballet ? Il tient de l'Opéra et de la Comédie musicale, messe en si de Bach et tangos argentins. Avec la fougue et la poésie irrévérencieuse d'un conteur méridional, Béjart se permet des excès et les excès lui vont bien. Ah ces prêtres en grand habit de cérémonie entrouvrant leur manteau sur la nudité de leur collant couleur chair !



Par le fil rouge du micro rouge qu'il tient dans sa main, passe un sang neuf : comme une remise en question de certaines valeurs. « Depuis des années, je mène mes élèves par le bout du nez » dit Faust. Sur la scène, les deux Faust : Béjart et Yann le Gac, 23 ans ; face au maître, l'élève, comme lui venu de France où il s'est lui aussi trouvé limité par des difficultés inhérentes au système culturel et artistique. Quinze ans après le départ de Béjart pour Bruxelles où le Théâtre de la Monnaie lui offrait les moyens de créer une compagnie, rien n'a changé chez nous. Même difficulté pour un danseur de vivre de son travail, même impossibilité d'accéder à la création, même indifférence du public devant les « valeurs » non reconnues.

Isa D.

### LIVRES

(Petite collection Maspéro, 12 Frs)

#### VERS UN THEATRE DIFFERENT

Emile Copfermann

Un nouveau livre d'Emile Copfermann, à qui nous devons plusieurs livres sur le théâtre (« Le théâtre populaire pourquoi ? » et « la mise en crise théâtrale » Maspéro) et un très beau récit paru récemment : « Le petit homme de la jeunesse a cassé son lacet de soulier ». Un livre qui poursuit l'analyse du phénomène théâtral, dans ce système qui pousse, ici comme ailleurs, aux super-productions, au « colossal » « du Potemkine » de R. Hoësein à l'Opéra de Paris) tout en étouffant les jeunes troupes et en réduisant de plus en plus leurs lieux d'apparition favoris : Maisons des jeunes, etc. Mais aussi un livre qui fait en quelque sorte le point sur une

multitude d'expériences théâtrales, marginales au regard des « spécialistes » et des faiseurs de fric, mais décisives quant à l'émergence d'un théâtre populaire, Copfermann analyse très finement ce que fut le rôle du TNP d'un Vilar, mais aussi pourquoi une nouvelle tentative de cet ordre n'est plus à attendre : et c'est vers les re-lectures de Brecht que nous propose l'équipe de Vincent et Jour-dheuil, vers les entreprises de Maréchal, et surtout, peut-être vers cette extraordinaire expérience du théâtre du Soleil qu'il se tourne, tâchant d'y discerner comment Ariane Mnouchkine et son équipe, par exemple, ont « travaillé » et transformé les acquis du TNP : et quant il écrit que le Soleil est devenu « le théâtre de la génération de 1968 », dans ses tentatives pour transformer les rapports public/acteurs, on ne peut que souscrire à ses analyses. Etudiant attentivement les spectacles théâtraux immigrés, les nouveaux festivals qui n'ont pas les honneurs de la presse, Copfermann nous fait entrer dans cette fourmillière de tentatives, d'expériences des plus diverses, où jamais rien n'est définitivement acquis, où tout est remis en cause, retravaillé... de l'espace théâtral à la corporalité, du décor au langage...

Aucune tentative de classification dans ce livre, et c'est tant mieux : dans le mouvement du livre de Copfermann, on retrouvera le mouvement même de ces « théâtre différents ». On comprendra aussi, à sa lecture, à quel point le théâtre, sans en être le reflet (surtout pas ça !), est profondément dépendant du contexte politique dans lequel il s'inscrit, et qu'il transcende de mille et une façons... Une mise au point qui est aussi une très riche analyse.

M. F.

Collection 10/18

#### MOURIR AU FUTUR

Philippe Hupp

Dans cette anthologie composée et présentée par Philippe Hupp sont réunis des textes anglais, américains et français avec pour seul thème : la guerre, la mort. Courtes nouvelles de fiction (dont quatre inédites) — pour la plupart créées entre 69 et 75 — d'auteurs connus : Robert Silveberg, Terry Carr, Michel Jeury, Thomas Disch, J.G. Ballard, Robert Sheckley. Spéculativement diront les spécialistes du genre.

Les ondes de choc de la sanglante guerre du Vietnam ou des fusillades libanaises sont ici renvoyées en écho — déformant comme tous les échos — qui étire le son et les images et confère de ce fait à certains des récits une dimension quasi-kafkaïenne.

Du sinistre *En attendant la relève* de Donald Barthelme, qui met en scène deux soldats devenus paranoïaques dans un abri anti-atomique (« (...) Shotwell est censé m'abattre lui aussi. Nous surveillons la console et nous pensons à abattre l'un l'autre et nous pensons au petit missile. (...) »), à *La guerre définitive* de Barry Malzberg, satire cruelle inspirée par la guerre du Vietnam et la haine de la hiérarchie militaire, en passant par *Si le tueur rouge...* de Robert Sheckley qui pousse l'absurdité jusqu'à ressusciter les morts (un nombre de fois limité : il faut respecter la loi ! mais quelles sont les limites de la loi ?) la crainte d'un conflit nucléaire domine... grand-peur de l'an 2000. Nous ne sommes pas loin, par instants, du souffle du *Docteur Folamour*, le film de Stanley Kubrick.

Mais est-ce bien cette seule crainte ? N'est-il pas surprenant de constater l'inflation de nouvelles, de récits, d'essais sur la Mort ? Signes de la putréfaction des valeurs bourgeoises ? Expression déformée de l'impasse dans laquelle s'est engagée l'impérialisme international ? Résumé concentré de la



seule perspective que peut offrir la bourgeoisie : « Plutôt une fin effroyable, qu'un effroi sans fin » (Marx) ?

D.P

## MUSIQUE

Coll. Blue Note  
**IN TRANSITION**  
Cecil Taylor

Ce double album fait partie d'une série de rééditions importantes sorties récemment, comprenant notamment des enregistrements de Sam Rivers, de John Coltrane et de Lester Young. Il vient combler un vide en nous permettant de réentendre, et pour beaucoup de découvrir, les premiers enregistrements jusque là introuvables du pianiste Cecil Taylor, musicien qui, à la suite de Thelonious Monk a révolutionné le jeu pianistique.

Le premier disque date de 1956 : Taylor n'a que 23 ans. Il s'ouvre, filiation oblige, sur un thème de Monk : *Bemsha swing*. Et sur deux autres morceaux, apparaît Steve Lacy, au soprano, musicien lui aussi profondément marqué par Monk. Déjà dans ce disque se dessine ce qui allait être l'évolution ultérieure du jeu de Taylor : accélérations, silences, martèlements qui viennent décortiquer et disséquer le thème proposer à la façon d'une leçon d'anatomie, tout cela soutenu par une rythmique qui pouvait sembler à l'époque claudicante mais vient parfaitement soutenir le travail de recherche de Taylor. Mais tout cela n'en est qu'à ses débuts et Taylor joue alors magnifiquement la mélodie, ainsi dans *Azure* d'Ellington que le Duke n'aurait sûrement pas désavoué.

Le second disque fut enregistré trois

ans plus tard. Ce qui était en germe dans le précédent est maintenant plus accentué. Taylor n'en est pas encore à ne jouer que ses propres compositions : elles alternent ici avec des thèmes de Cole Porter. L'orchestre s'est enrichi d'un trompette, Ted Curson et d'un ténor, Bill Barron, auquel succèdera l'année suivante le jeune Shepp. Taylor approfondit sa conception de la discontinuité et du jeu percussif sur le piano, mais reste encore à cette date dans la lignée de Monk. Ce n'est qu'au milieu des années soixante qu'il accomplira une révolution radicale, produisant une musique d'une densité et d'une tension exceptionnelles.

Cette réédition vient à point, au moment où, depuis deux ans en France, le cercle des admirateurs de Cecil Taylor s'élargit, cessant par là même d'en faire un musicien marginal et contribuant à clouer le bec à ceux qui, naguère, le traitaient d'aliéné (comme ce fut aussi le cas pour Ayler et bien d'autres). Cecil Taylor est un des maillons de la musique noire. Il déclarait en 74 à Montreux : « *Pouvoir entendre Earl Hines, faire partie du même programme que lui, c'est un honneur. Cela vous montre que le langage est vivant, qu'il ne s'est pas arrêté et que vous êtes capable de participer à un art en évolution.* »

P.C.



## THEATRE

### LA NOCHE EN QUE MURIO FRANCO

Teatro Casa de España

Dans une demeure sombre et menaçant ruine, quatre personnages en manque de Caudillo mènent un jeu cruel se disputant l'héritage du franquisme devant des serviteurs dont la seule présence les menace.

Dans l'intention de proposer une vie culturelle aux Espagnols immigrés à Paris, Jacinto Soriano avait réuni une troupe de comédiens professionnels espagnols et sud-américains quand fut rappelé à son imprudent créateur Francisco Franco bourreau d'Espagne. On se souvient que ce dernier voyage fut long et difficile... C'est sur cet étirement du temps, l'attente, et cette distance, l'exil, que la troupe a joué pour réaliser un collage de textes où se choquent délirés phalangistes, homélies épiscopales, rêves impérialistes d'un général « azul », récits des mobilisations ouvrières et bulletins quotidiens sur l'état du pré-cadavre.

Travail sur les images et les informations que pouvaient recevoir les Espagnols en France mêlées à leurs souvenirs, la mise en scène met allègrement en pièces les idéologies du franquisme. Cependant, autour du lit mortuaire de Franco, personne ne représente la bourgeoisie moderniste dite « droite civilisée », n'était-elle pas, elle, partie prenante du franquisme ?

M.C.

Au 44 rue de Rennes. Textes en Espagnol.

### Le film fantastique



## UNE APPROCHE ORIGINALE DE LA PEUR

Par Roger DADOUN

Le 5<sup>e</sup> festival du film fantastique et de science-fiction est parvenu à remplir, pendant dix jours, les presque 4 000 places du Palais des Congrès de la Porte Maillot à Paris : ce n'est pas un phénomène négligeable, surtout quand on constate que l'essentiel du public est constitué de très jeunes gens — la plupart étant, probablement de milieux populaires (mais il est difficile de préciser).

En fait de fantastique, ce sont les films d'horreur, qui dominaient : vampirisme, avec un bon Dracula japonais, nouveau Frankenstein traité sur le

mode de la tendresse et de l'amitié, un loup-garou qui sévit à Washington jusque dans la Maison-Blanche, variations multiples sur le thème de la possession, avec notamment l'extraordinaire et sobre *Burnt Offerings* de Dan Curtis, etc.

### Le déferlement des peurs

Le film d'horreur remplit, c'est certain, une fonction d'exutoire, il est comme une soupe d'insécurité : frissonner de peur au cinéma pour moins frissonner de peur dans la vie ! L'important développement du cinéma d'horreur indique que la peur dans la vie a pris des proportions considérables, presque démesurées : peur atomique, peur de la pollution, peur des maladies, peur des pouvoirs, et l'innombrable variété des peurs ordinaires qui forment la trame de l'existence quotidienne (peur des autres, rivaux, supérieurs ou inférieurs hiérarchiques, peur de l'agression, du viol, de l'accident, peur des administrations et des polices, peur du travail et du chômage, etc.). Les mass-média, et surtout la télévision, amplifient ces peurs : on finit, tant bien que mal, par savoir ce qu'est la pollution à Minamata, ce que signifie la famine au Sahel, comment on remplit un stade sous Pinochet, comment on assassine un Patrice Lumumba, comment on découpe en morceaux un Ben Barka, presque sous nos yeux, ce que c'est qu'un camp de concentration dans la « patrie du socialisme »... Cette masse d'informations sur l'horreur planétaire vient se mêler aux peurs quotidiennes et locales, et l'ensemble produit une surtension qui crève souvent les limites du supportable.

### Dérivation privilégiée

Dérivation privilégiée de cette surtension : jeux, chansons, variétés, loisirs, littérature et images d'évasion. D'une certaine façon, le film d'horreur assume aussi, paradoxalement, cette

évasion, en déplaçant l'horreur de la vie sur l'écran. Mais on ne peut pas lui refuser cette qualité : il s'oppose à tous les bavardages, représentations, ou programmes euphoriques, qui promettent une « nouvelle société », des « lendemains qui chantent », des « vaincrons parce que... », etc.

En fixant l'horreur dans des formes qui prennent aux tripes, il la nomme, il la montre, il l'explore d'une manière originale, concrète, il rend présent tout un tas de choses que nous refusons de voir, que nous refoulons : la violence physique qui torture, démembré, mutilé, la décomposition des corps, les processus de la mort, les composantes les plus obscures de la sexualité, les jeux élémentaires, organiques, de la possession, du pouvoir, de l'aliénation (le « je te possède » est conjugué de toutes les manières biologiques possibles). Ce qu'une société dominée par une rationalité étriquée et utilitaire, « progressiste », repousse comme irrationnel, le film d'horreur le récupère et le transforme en images, qui peuvent être pour nous un enseignement.

### Le contexte décide

Contrairement à ce que prétendent les humanistes qui refusent de considérer l'horreur dans l'histoire et dans la société, le film d'horreur n'est nullement une incitation à pratiquer la violence et la terreur. Sous Hitler, les écrans étaient surtout occupés par de mièvres comédies sentimentales ; la bureaucratie stalinienne ne tolère pour le peuple soviétique que des films « humanistes », des histoires de courage, de loyauté, de fraternité, de dévouement au travail, de pureté, et de gentillesse... Un film d'horreur est toujours lu, toujours vu, dans un contexte précis, c'est ce contexte qui décide dans une large mesure de l'orientation idéologique du film et de ses impacts émotionnels-politiques. Intervient aussi le travail de lecture du film, pour laquelle on dispose encore d'instruments trop rudimentaires.

## samedi

TF 1

- 13.35 Programmes régionaux. Les fans de BD de Nantes, Rennes, Bordeaux, Limoges, Poitiers, Toulouse, Montpellier, seront devant leur poste puisqu'on y causera du 3ème salon international de la BD réuni à Limoges !
- 20.00 Journal.
- 21.35 Regan, série britannique. Si les exploits de la « brigade mobile », la section la plus « efficace » de la police britannique vous intéressent...
- 22.50 A bout portant : Philippe Clay. Vous souvenez-vous de la chanson « Mes Universités » que ne renieraient pas les comités anti-grève animés par les groupuscules fascistes ?

A 2

- 18.00 Clap Magazine du cinéma présenté par Pierre Bouteiller. Avec des extraits du « Petit Marcel », de Jacques Fansten dont on vous dit du bien dans Rouge aujourd'hui, de « La dernière femme » de Marco Ferreri et du « Pont de singe » d'Harris et Sédoux qui avaient déjà réalisé le très intéressant « Français si vous saviez ».
- 20.00 Journal.
- 20.25 Football : France-Pologne.

FR, 3

- 20.00 Thalassa : les pollutions marines. Le dossier « noir » : Torrey Canyon 1967, Quessant 1976...
- 20.30 Così fan tutte. Opéra de Mozart avec l'orchestre philharmonique de Vienne dirigé par Karl Boehm. Si « La flûte enchantée » de Bergman vous a fait découvrir Mozart, ne manquez pas une autre occasion, malgré une réalisation un peu terne, d'« ouïr » cette magnifique musique !

## dimanche

TF 1

- 13.00 Journal.
- 13.20 Le petit rapporteur. Après Paul VI, la semaine dernière, on a envie de crier merci Jacques Martin !
- 19.15 Les animaux du monde. A la découverte de la Sologne et de ses marais.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Le gendarme en ballade, un film de Jean Girault (1970). Avec de Funès, Galabru,...
- 22.15 Pour le cinéma. Avec des extraits du film de Bertolucci, « 1900 » et de « M.Klein » de Joseph Losey.

A 2

- 20.00 Journal.
- 21.40 Les brigades du tigre. Feuilleton.
- 22.35 Les temps sauvages, une émission de Frédéric Rossif. Simone Signoret lit des extraits du livre de Joseph Kessel sur les premières années de la révolution russe intitulé « les temps sauvages ». Drôle de titre quand même pour une époque où les masses soulevaient la chappe de plomb de plusieurs siècles d'obscurantisme tsariste et se mettaient à faire l'histoire ! Avec des documents filmés passionnants sur la guerre civile et la révolution.

FR 3

- 19.00 Hexagonal. Pour Strasbourg, Nancy et Reims, une évocation de la vie de Raimu. Pour Toulouse, Montpellier, Bordeaux, un reportage sur le Xème festival mondial du théâtre de Nancy.
- 20.30 Les visiteurs du dimanche soir. L'émission traite du cinéma (encore, aujourd'hui on est gâté !), avec La Spirale (voir Rouge n°31), Le voyage de noces de Nadine Ttingnant et un débat sur le cinéma et l'occupation.
- 22.30 Cinéma de minuit : Terre de volupté avec Greta Garbo (1929). Ceux qui sont passionnés par Greta Garbo pourront lire le petit texte de Roland Barthes dans Mythologies (poche Point).



Giscard n'a pas fini d'en voir

## ENORME CORTEGE A PARIS, DYNAMIQUE, ANIME, JOYEUX

### Pauvres provocateurs

Déjà, quelques heures avant la manifestation, des éducateurs avaient contacté le Collectif étudiant afin de le prévenir que certains jeunes « LOUBARDS » avaient reçu des sommes d'argent en échange de quelques provocations l'après-midi. Les généreux donateurs seraient des militants d'extrême-droite. Aussi, les étudiants avaient-ils élu un service d'ordre important, afin de faire face à d'éventuels « incidents ». C'est grâce à une vigilance de tous les instants que, notamment, l'individu qui avait dirigé la charge qui Conti contre la tête de la dernière manif étudiante fut repréré. « Capturé », on trouva sur lui une barre de fer, cachée dans l'une de ses boîtes. Ses papiers d'identité indiquèrent qu'il était étudiant à Assas (???) et avait pour nom Yves Hababou. Ce monsieur fut amené devant la presse et désigné comme l'un des responsables des provocations du 15 avril. Le SO désarma également d'autres individus du même accabit.

Devant la Santé, des « incontrôlés » attaquèrent les policiers puis très rapidement se défilèrent comme à leur habitude.

Place Denfert le service d'ordre protégea la dispersion en se plaçant entre la manifestation et les rangées de CRS afin d'éviter tout heurt, conformément aux décisions prises démocratiquement par le mouvement, qui n'entend pas se laisser manipuler par une poignée de « provocateurs », ni permettre à 100, ni même 500 « enragés » de décider l'affrontement avec les flics à la place des dizaines de milliers de manifestants.

Et dire que Saunier-Seité prétendait que le mouvement vivait ses derniers soubresauts ! Hier, à Paris, lors de la manifestation nationale, ils étaient plus nombreux que jamais 70 000 selon le Collectif étudiant, en tout cas bien 60 000. En remontrant, au pas de course, la manifestation qui, elle, progressait lentement, depuis sa queue place de la Bastille, on ne joignait sa tête qu'au carrefour des Gobelins.

Un cortège animé, dynamique, ordonné. Partout des chaînes, même sur les côtés. Un service d'ordre étudiant inébranlable, désamorçant les provocations. Des banderoles aux allures nouvelles, donnant une autre tonalité que les habituels calicots blancs plutôt « tristounets ». L'une d'entre elles, celle du lycée Balzac, est violette. Sous elle, lycéens et lycéennes avancent en esquissant des pas de côtés, des pas en arrière, paraissant danser. Un immense serpent rose foncé, vaste tissu animé par ceux qui le brandissent, sert de bannière aux étudiants d'une école d'art. Plus en avant, les collégiens, nombreux, massés derrière la sono de leur collectif, scandent « Le capitalisme, c'est la crise, le chômage, et la



guerre; la révolution vous coûtera moins cher », ou, encore, à l'adresse de celui qui prétendait s'adresser à leur intelligence : « Giscard connard, t'as pas fini d'en voir ». Un peu plus triste : à la fin du cortège, quelques centaines d'enseignants, derrière une banderole du SNESup qui avait refusé la co-organisation de la manifestation. Un très petit cortège, derrière une voiture sono dans laquelle on pouvait apercevoir plusieurs banderoles inutilisées, sagement roulées. Leur leitmotiv : « Saunier-Seité, il faut négocier ». Une division piteuse qui n'a rien de réjouissant.

### PRECISION DU SGEN

Après le compte-rendu que nous avons fait (Rouge du 23 avril) de la rencontre du Collectif étudiant avec les syndicats enseignants, le SGEN nous prie de préciser qu'il était pour un appel commun à la manifestation d'hier avec les étudiants et favorable à un débat dans les AG de facs sur les revendications à partir du projet de plateforme voté à Toulouse et des plateformes du SGEN et du SNESup. Et qu'il appelle dans les facs ses sections à participer à l'organisation de ces débats.

### Montpellier : les flics dans la fac

pour la première fois à l'université de Montpellier, les gardes mobiles ont pénétré dans une fac : celle de droit. Ils étaient appelés par le nouveau doyen, Coste Floret, ancien ministre de la guerre au temps de la guerre d'Indochine. Cette invasion policière, accomplie en plein accord avec le préfet et le recteur, est la dernière réponse apportée au mouvement étudiant. La riposte des

étudiants s'est traduite par le vote, en AG de la fac de Sciences de l'occupation du bâtiment administratif de la faculté, jeudi après-midi. Une manifestation était appelé, par les comités de grève étudiant, le SNESup-droit, l'UL CFDT et le SNI afin de protester contre les méfaits policiers.

Correspondant.

### INFOS LYCEES CET

Anancy : 93 collégiens vidés pour leur participation à une manif.  
Cachan : le lycée industriel et le lycée commercial en grève.  
Melun : les élèves-maîtres de l'Ecole Normale en grève.

O bjat : le lycée agricole départemental de Corrèze en grève, malgré une administration réactionnaire.

Poissy : manifestation hier de 1200 collégiens des CET de Poissy, Sartrouville et des Mureaux, rejoints par les lycéens de Poissy. Une coordination locale est envisagée.

Rouen : tous les lycées de la ville en grève contre la réforme Haby mais aussi contre la tenue aujourd'hui d'un meeting fasciste.

Lorient : manifestation de 1200 collégiens, du lycée technique Colbert.

Rennes : 1200 collégiens, étudiants et lycéens ont manifesté dans les rues de la ville.

To urs : grève d'une demi-journée pour les 200 apprentis du Centre patronal du bâtiment de Saint Pierre des Corps. Le collectif de grève a reçu le soutien de l'UL-CGT.

Mende : manifestation de 300 lycéens avec sit-in devant les bâtiments de l'inspection académique.

Denain (nord) grève depuis jeudi des lycées polyvalents et techniques. Manifestation de 600 lycéens et professeurs vendredi.

Bordeaux, 3500 lycéens, collégiens et profs ont manifesté après avoir organisé des forums jusqu'à 15 heures.

1er MAI 1976

Les travailleurs défient l'Europe du capital

Jeu di 29 avril à 20 h30  
MEETING A LA MUTUALITE

Organisé par les Fédérations de la région parisienne de la LCR

### Lundi devant les assises de la Somme second procès de Pierre Goldman

## POUR PIERRE GOLDMAN



Lorsque son procès s'ouvrit en décembre 74, devant les assises de la Seine, plus de quatre années après son arrestation, la salle d'audience parut par moment ressembler à une assemblée générale de l'UEC des années 60. Face à Pierre, entouré de gendarmes dans le box des accusés, la tribune de journalistes était emplie des « anciens », scrutant, qui un regard, qui un signe. Dans le fond de la salle, tenus à distance par une palissade d'autres, debouts, suivaient avec autant de tension les débats. Ce premier procès, Pierre l'a longuement disséqué dans ses « Souvenirs obscurs » parus l'année dernière, au Seuil. Il en a montré le déroulement, a opposé l'inconsistance bien réelle des « preuves » de sa culpabilité aux présomptions qui semblaient l'accuser sans appel à décrit le climat tout particulier d'un procès où l'on juge un homme qui possède cette « aptitude fondamentale à être accusé ». Même si la cour de cassation qui, en novembre 75, annula le verdict de détention criminelle à perpétuité, ne motiva, comme c'est la règle, sa décision que sur des irrégularités de forme, on peut penser que le cri d'une salle stupéfaite qu'on puisse condamner lourdement sans aucune preuve un homme qui ne cessait de crier son innocence ne fut pas étranger à sa décision.

### Aucune preuve réelle

On reverra donc Pierre dans le box des accusés, poursuivi pour un double meurtre qu'il nie et pour trois agressions à main armée qu'il reconnaît. La justice a ses permanences. Le verdict cassé, tout recommence avec le même cérémonial, comme s'il n'avait jamais été prononcé. On reverra ainsi les principaux témoins à charge, notamment l'agent Quinet dont on dit qu'après sa blessure, il bénéficia d'une promotion hors de proportion avec les qualités qu'il déployait en service, et dont le témoignage, chargé de

haine à l'égard de l'accusé, ne s'émut pas outre mesure de propos différents tenus antérieurement. On reverra le commissaire Leclerc, aujourd'hui chef de la brigade anti-commandos dont les convictions sont d'autant plus définitives qu'elles tirent surtout leur source des révélations d'un indic que la police, au nom du secret professionnel, refuse de nommer et qui, de ce fait, n'a jamais pu être interrogé par la défense. On reverra certainement aussi d'autres témoins, tel ce Dr. Pluvinage qui, dans le dossier, a dit avoir tout vu pour, à l'audience montrer qu'il ne pouvait avoir que tout inventé : ou bien encore cette jeune femme dont la spontanéité du témoignage mis un mois à se manifester... sous la forme d'un discours truffé d'incohérences et d'imprécisions. Malheureusement, on ne verra ni l'indic dont le manipulateur, le commissaire Sautereau, est mort depuis (ce qui permettra à la police d'affirmer qu'elle ne connaît pas l'identité de ce témoin capital) ni le seul témoin qui ait vu le meurtrier de face à la lumière de la pharmacie, M. Trocart s'est en effet noyé accidentellement avant même le premier procès. Son témoignage repose pourtant dans le dossier, résultat de l'enquête policière, mais c'est un témoignage contradictoire, truffé d'informations démenties par la suite.

### L'intime conviction

Quelle sera le poids de tous ces témoignages sur les jurés ? Ceux-ci doivent trancher selon leur « intime conviction », c'est-à-dire que la loi ne leur demande pas de justifier leur décision en la confrontant aux différents témoignages à charge et à décharge. Elle ne leur demande que de transformer l'impression qu'ils tirent des débats en des réponses - positives ou négatives - portant sur la culpabilité et les circonstances atténuantes. C'est accorder dans leur décision un grand

poids au climat qui résulte des audiences, aux préventions idéologiques, psychologiques et culturelles des jurés qui pèsent d'autant plus qu'elles sont souvent inconscientes. C'est aussi accorder à l'accusation capable d'accumuler les présomptions l'avantage de ne pas devoir apporter de preuves formelles. C'est dire si la défense aura la tâche difficile pour empêcher que les jurés n'apprécient le double meurtre du boulevard Richard-Lenoir à la lumière des trois agressions que reconnaît Goldman. C'est dire si la défense devra combattre pour interdire que les jurés ne mettent en oeuvre ce mécanisme psychologique renforcé par Poniatowski dans sa campagne sur la sécurité, qui assimile tout individu hors de la norme (et Pierre, par son passé autant que par son vécu, l'était) à un délinquant en puissance. C'est dire enfin combien la défense devra se battre pour faire en sorte que les jurés, s'ils devaient reconnaître Pierre innocent du double meurtre ne « rachètent » pas cet acquittement par une condamnation plus sévère pour les trois autres agressions.

Nous sommes de ceux qui pensons Pierre Goldman, non coupable des meurtres dont on l'accuse. La possibilité d'une erreur judiciaire nous glace d'effroi. Mais serions nous moins certains de cette innocence que nous ne saurions admettre pour autant une condamnation obtenue par un tel mécanisme d'approximations inconscientes, ni une peine qui ne débouche que sur la mort lente derrière les murs d'une maison centrale. Parce que certains d'entre nous étaient des camarades de Pierre, parce que beaucoup d'autres se sont identifiés à son histoire ou se sont émus de sa personnalité, il y a eu une affaire Pierre Goldman qui apostrophe aujourd'hui la justice et ses mécanismes. Il faudra bien un jour que cette justice réponde. Sur le fond et pour tous les autres aussi.

Georges Marion